

# **Livre noir de la gauche et des fossoyeurs de la Suisse, qui détruisent notre pays**



**Document de fond de l'Union Démocratique du Centre  
Octobre 2026**

## **Contenu**

|                                                                                                                                                   |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Introduction : De quoi parle-t-on ? Quels sont les enjeux ? .....</b>                                                                       | <b>3</b>  |
| <b>2. L'immigration de masse détruit la Suisse ; la gauche et les fossoyeurs de la Suisse en veulent encore plus.....</b>                         | <b>4</b>  |
| <b>3. Des milliards de francs d'argent public : un chaos de l'asile sans fin ...</b>                                                              | <b>6</b>  |
| <b>4. Les criminels étrangers et les fossoyeurs complices.....</b>                                                                                | <b>10</b> |
| <b>5. Le coup de grâce pour la Confédération : comment l'alliance des fossoyeurs de la Suisse veut nous faire entrer dans l'UE .....</b>          | <b>15</b> |
| <b>6. Les fossoyeurs partisans de la suppression de l'armée font obstacle à la protection du pays et de sa population .....</b>                   | <b>16</b> |
| <b>7. Des milliards de francs d'argent public pour une transition énergétique ratée.....</b>                                                      | <b>18</b> |
| <b>8. La ruine financière et humaine de notre État-providence .....</b>                                                                           | <b>21</b> |
| <b>9. Les citoyens et les entreprises pris à la gorge : toujours plus d'impôts, de taxes, de réglementations et d'interdictions.....</b>          | <b>25</b> |
| <b>10. Gaspillage d'argent à l'étranger .....</b>                                                                                                 | <b>28</b> |
| <b>11. Des attributs masculins dans les bains publics pour femmes : la guerre culturelle de la gauche contre la tradition et la famille .....</b> | <b>31</b> |
| <b>12. Dégradation de l'enseignement dans les écoles .....</b>                                                                                    | <b>34</b> |
| <b>13. L'islamisation gagne du terrain .....</b>                                                                                                  | <b>35</b> |
| <b>14. Le pillage de notre portefeuille par la gauche rose-verte.....</b>                                                                         | <b>37</b> |
| <b>15. Conclusion : Mettez un terme à la destruction de la Suisse, votez UDC ! .....</b>                                                          | <b>46</b> |

## **1. Introduction : De quoi parle-t-on ? Quels sont les enjeux ?**

La Suisse se trouve à la croisée des chemins. **L'avenir de notre pays se jouera lors des élections fédérales du 24 octobre 2027 et de la votation populaire sur le paquet de traités avec l'UE. Il en va de la survie de la Suisse.**

La question est la suivante : allons-nous rester fidèles à une politique autonome et souveraine ? Allons-nous préserver notre modèle de réussite, notre démocratie, notre fédéralisme, notre neutralité et notre indépendance en matière de politique étrangère ? Allons-nous garantir notre prospérité et notre capacité d'innovation ?

Ou allons-nous emprunter la voie inverse ? Allons-nous nous soumettre à l'UE ? Allons-nous nous aligner vers le bas ? Allons-nous nous laisser dominer par des bureaucrates et des juges étrangers ? Cette décision ne se prend pas à Bruxelles, elle se prend chez nous. Nous en avons le pouvoir. **C'est à nous de décider si nous voulons suivre la voie de la Suisse, la voie de la liberté ou celle de l'asservissement,** comme l'a formulé l'économiste libéral Friedrich August von Hayek.

Ce qui sera déterminant, ce sont les forces qui s'imposeront au sein même de notre pays. Les prochaines élections fédérales seront décisives pour l'orientation future du pays.

**Avec ce « Livre noir », nous expliquons comment la gauche et les fossoyeurs de la Suisse détruisent notre pays et ce qui nous menace encore si ce camp se renforce.** Chiffres, faits, programmes des partis, interventions politiques et prises de position le prouvent ; nous le démontrons thème par thème, chapitre par chapitre :

- L'immigration massive continuerait de s'intensifier, avec toutes ses conséquences négatives.
- La criminalité liée à l'asile continuerait d'augmenter.
- La neutralité serait anéantie et l'armée affaiblie.
- Des milliards de francs supplémentaires seraient investis dans une transition énergétique ratée.
- L'État-providence serait de plus en plus ruiné.
- Les citoyens et l'économie seraient soumis à une pression encore plus forte ; les impôts et les taxes seraient massivement augmentés.
- Encore plus de réglementations et d'interdictions restreindraient notre liberté et notre qualité de vie.
- Encore plus d'argent serait gaspillé à l'étranger.
- La guerre culturelle menée par la gauche contre la tradition et la famille s'intensifierait ; la présence d'attributs masculins dans les bains pour femmes deviendrait monnaie courante.
- La prospérité diminuerait et la Suisse s'appauvrirait.

- Ce qui fait la Suisse serait progressivement détruit.

Est-ce vraiment ce que nous voulons ? L'UDC, en tout cas, ne le veut pas ! **Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme aux agissements des fossoyeurs de la Suisse et de la gauche rose-verte, pour que la Suisse reste la Suisse.** La campagne électorale est lancée !

## **2. L'immigration de masse détruit la Suisse ; la gauche et les fossoyeurs de la Suisse en veulent encore plus**

La Suisse est submergée par les immigrés, et ce dans des proportions que le Conseil fédéral a passées sous silence ou minimisées. Lors du référendum sur la libre circulation des personnes en 2000, il a fait croire aux électeurs que « 8'000 ressortissants de l'UE par an au maximum » viendraient probablement s'installer dans le pays. Si cette prévision avait été exacte, moins de 200'000 immigrants européens seraient arrivés. Dans les faits, leur nombre dépasse largement le million.<sup>1</sup>

**Au total, la population a augmenté de près de deux millions d'individus (1.93) depuis 2000, soit une hausse de 27%.<sup>2</sup>** Actuellement, environ 100'000 personnes supplémentaires affluent chaque année dans notre pays (UE, pays tiers, demandeurs d'asile). **L'immigration en Suisse est si massive que la population croît environ 16x plus vite qu'en Allemagne.**

Cette immigration de masse est sans commune mesure avec un développement sain et durable. Elle transforme notre pays de fond en comble. **La Suisse est méconnaissable et les conséquences dramatiques sur des domaines essentiels de la vie ainsi que sur le paysage et la nature se font sentir au quotidien.**

### **Étranger dans son propre pays**

La pénurie de logements s'aggrave, les loyers augmentent et deviennent pratiquement inabordables pour les personnes aux revenus moyens. Les routes sont encombrées, les trains bondés, les écoles sont saturées, le niveau d'éducation baisse. Le paysage se transforme ; la Suisse est toujours plus bétonnée, les espaces verts et les prairies disparaissent. La qualité de vie se dégrade ; dans certains endroits, on n'entend presque plus parler le suisse allemand ou le français. Beaucoup se sentent aujourd'hui étrangers dans leur propre pays.

---

<sup>1</sup> <https://www.avenir-suisse.ch/blog-die-schweiz-waechst/>

<sup>2</sup> [260324 Argumentarium-ohne-QA-DE.pdf](#)

Cela s'explique aussi par le fait que, dans certaines écoles, on ne chante plus de chants de Noël, que de plus en plus de femmes – et parfois même déjà des jeunes filles – se promènent avec un voile islamique et que des vols et des agressions sexuelles commis par des visiteurs étrangers ont lieu dans des piscines.<sup>3</sup> **La commune de Porrentruy (JU) a par ailleurs fait la une de la presse internationale lorsqu'elle a dû imposer une interdiction temporaire d'entrée dans sa piscine aux étrangers venant de France voisine afin de pouvoir assurer la sécurité des baigneuses et des baigneurs.**<sup>4</sup>

### **Un passeport suisse pour des millions d'étrangers ?**

Malgré cette évolution, la gauche et les fossoyeurs de la Suisse ont rejeté l'initiative pour la durabilité (« Pas de Suisse à 10 millions ! »), s'opposant à une gestion autonome de l'immigration et contribuant activement à aggraver encore les conséquences négatives de l'immigration de masse, **la destruction délibérée de la Suisse**. Au lieu d'organiser l'immigration de manière modérée et en fonction des besoins, la gauche et les fossoyeurs de la Suisse veulent ouvrir encore davantage les portes du pays. Leur objectif déclaré est d'accueillir encore plus de migrants ici : « La Suisse doit accueillir davantage de réfugiés de guerre et de crise dans le cadre d'une coordination européenne », exige ainsi le Parti socialiste suisse.<sup>5</sup> Dans le même temps, il souhaite assouplir les conditions d'naturalisation et réclame « l'introduction du droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers après 5 ans de séjour en Suisse ». Le PS déplore en outre que « plus de 25% des personnes qui vivent ici n'ont pas de passeport suisse » et soutient « activement » l'initiative populaire « Pour un droit de cité moderne », qui va dans ce sens. **Or, depuis l'an 2000, plus d'un million de personnes ont déjà été naturalisées.**<sup>6</sup>

L'intention politique sous-jacente est évidente : le PS espère élargir sa base électorale grâce à la naturalisation accélérée de plusieurs millions d'étrangers. Il accepte pour autant que la Suisse devienne ainsi encore plus attractive pour les immigrés du monde entier et que les problèmes liés à l'immigration de masse s'aggravent encore davantage.

### **Les Verts veulent légaliser l'immigration clandestine**

Les Verts abondent dans ce sens. **Eux aussi souhaitent attirer encore davantage d'immigrés**, affirmant que la Suisse « n'exploite pas encore suffisamment le potentiel de la migration ». <sup>7</sup> Ils vont même jusqu'à exiger que la Suisse légalise l'immigration clandestine et « mette en place des voies migratoires légales et sûres ».

---

<sup>3</sup> <https://www.20min.ch/story/schule-verbannt-drei-lieder-von-adventsfeier-939359048181>

<sup>4</sup> <https://www.srf.ch/news/schweiz/kein-zutritt-fuer-franzosen-das-badi-verbot-von-pruntrut-sorgt-fuer-schlagzeilen>

<sup>5</sup> <https://www.sp-ps.ch/fr/nos-positions/dossiers-a-z/migration-et-integration/>

<sup>6</sup> <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/publiservice/statistik/auslaenderstatistik/einbuergerungen.html>

<sup>7</sup> <https://verts.ch/societe/migration-et-integration/migration-et-integration>

En d'autres termes : quiconque souhaite venir peut venir. **Des hordes d'immigrés clandestins, comme celles qui ont pris d'assaut la ville espagnole de Ceuta fin juillet 2026, seraient donc les bienvenues selon ces projets.** Le coprésident du PS, Cédric Wermuth, a lui aussi appelé à la « solidarité » envers ces intrus. La Suisse devrait potentiellement être ouverte au monde entier.

### **Séjour permanent pour 670'000 citoyens de l'UE**

Mais cette politique autodestructrice n'est pas l'apanage de la gauche : les fossoyeurs de tous les partis, jusqu'au Conseil fédéral, continuent de favoriser l'immigration incontrôlée au lieu d'y mettre un terme. Les nouveaux traités de l'UE prévoient un droit de séjour permanent pour 670'000 citoyens européens et ceux-ci seront mis sur un pied d'égalité juridique avec les Suisses.

Le regroupement familial devrait également être facilité. De manière générale, un « oui » à ces traités ne ferait qu'attiser encore davantage l'immigration.

### **Conclusion**

Bien que les conséquences négatives massives de l'immigration de masse se fassent sentir au quotidien et entraînent de graves problèmes, la gauche et les fossoyeurs de la Suisse en veulent encore davantage. **Le conseiller national PLR Simon Michel souhaite même « éviter tout débat politique » sur le paquet de traités de l'UE.** Seul un renforcement de l'UDC peut mettre un terme à cette folie.

## **3. Des milliards de francs d'argent public : un chaos de l'asile sans fin**

Le système d'asile suisse coûte des milliards de francs aux contribuables et ne fonctionne absolument pas. Commençons par le fond : les flux migratoires mondiaux connaissent une augmentation massive. Les États-providence luxueux aux frontières largement ouvertes, comme la Suisse, agissent alors comme un aimant. Parallèlement, il n'existe aucune distinction claire entre la politique d'asile et la politique migratoire. **Sous le couvert de l'asile, des migrants économiques affluent illégalement dans notre pays et vivent ici aux frais du contribuable.** Cette politique d'asile défaillante entraîne une explosion des coûts, une hausse de la criminalité et de la violence, ainsi que des bouleversements sociaux.

**Cela sape le sens et l'esprit même du droit d'asile, qui a été créé pour accorder une protection temporaire aux personnes persécutées pour des raisons politiques, menacées dans leur intégrité physique et leur vie, et non pour servir de porte d'entrée à une immigration clandestine de masse et à des criminels.**

L'application de la loi ne fonctionne pas non plus. Schengen ne fonctionne pas. Dublin ne fonctionne pas. Selon les règles internationales, les demandeurs d'asile doivent déposer leur demande là où ils ont posé le pied pour la première fois sur le sol européen. En conséquence, les demandeurs d'asile ne pourraient en principe entrer en Suisse que par voie aérienne. Pourtant, ils arrivent chaque année par dizaines de milliers par voie terrestre. **Les frontières sont grandes ouvertes. Et dès qu'ils crient « asile, asile ! » à Chiasso ou ailleurs, la machine administrative se met en marche.** Ils ont alors atteint leur but.

### **100'000 clandestins**

Car même s'ils ne sont pas reconnus comme réfugiés à l'issue de la longue procédure d'asile, la plupart restent ici. Les tribunaux, les cantons, les ONG de gauche rose-verte ainsi que les fossoyeurs parmi les parlementaires font obstacle à l'expulsion des criminels étrangers, pourtant décidée par le peuple. **La « mise en œuvre sans concession » de l'initiative sur le renvoi promise par Philipp Müller, alors président du PLR, n'était rien d'autre que des paroles en l'air.** Il a fallu des années et de nombreuses interventions de l'UDC avant que la Confédération ne puisse – et ne veuille – enfin fournir des chiffres concrets sur le nombre d'étrangers criminels expulsés.<sup>8</sup>

Les procédures de renvoi échouent, les pays d'origine refusent de réadmettre leurs ressortissants. Beaucoup entrent dans la clandestinité. Selon une étude réalisée en 2015 à la demande du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), entre 58'000 et 105'000 personnes vivaient alors en Suisse en tant que « sans-papiers ».<sup>9</sup> Entre-temps, le nombre de sans-papiers a sans doute encore augmenté.

Cela représente également un risque pour la sécurité : **alors qu'en Suisse, on sait à tout moment où se trouve chaque vache, de nombreux demandeurs d'asile n'ont pas de papiers et dissimulent leur identité.** On ne sait pas qui ils sont et ils disparaissent dans la clandestinité.

### **Admis à titre provisoire = admis pour toujours**

Cette situation critique se retrouve également chez les « personnes admises à titre provisoire », qui ne sont certes pas considérées comme des réfugiés, mais sont néanmoins autorisées à rester pour diverses raisons, et ce bien qu'elles aient reçu une décision d'asile négative. L'expérience nous montre que « à titre provisoire » signifie le plus souvent « pour toujours ». **« On estime que 90% des personnes admises à titre provisoire restent en Suisse à long terme », écrit le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).**<sup>10</sup> Selon les statistiques sur l'asile du

---

<sup>8</sup> <https://www.nau.ch/politik/bundeshaus/stichli-liste-in-diese-lander-schafft-die-schweiz-am-meisten-aus-66869524>

<sup>9</sup> Sans-Papiers en Suisse, 2015, p. 1

<sup>10</sup> <https://www.unhcr.org/ch/sites/ch/files/legacy-pdf/Bleiben-vorlaufig-Aufgenommene-nur-vorlaufig-in-der-Schweiz-1.pdf>

Secrétariat d'État aux migrations, **la Suisse comptait 42'275 personnes admises à titre provisoire à la fin de l'année 2025.<sup>11</sup> Cela correspond à la population de villes comme Coire ou Thoun.**

### **Beat Jans ne peut ni ne veut le faire**

Malgré cette défaillance du système, le conseiller fédéral socialiste Beat Jans, qui semble avoir perdu tout attachement à son pays, se contente d'observer les événements sans rien faire et va même jusqu'à affirmer qu'il maîtrise parfaitement la situation. « Les chiffres prouvent le contraire », précise la *Neue Zürcher Zeitung*.<sup>12</sup> « **Des dizaines de milliers de personnes entrées illégalement sur le territoire vivent dans le pays ; les cantons et les communes sont à bout. Combien de temps la Suisse pourra-t-elle encore se le permettre ?** », s'interroge la NZZ. Selon les calculs de la NZZ, **plus de 235'000 personnes vivent aujourd'hui dans le système d'asile**, soit 3x plus qu'il y a 15 ans. Outre la présence des Ukrainiens, cette situation s'explique principalement par le fait qu'entre 20'000 et 30'000 demandes d'asile sont déposées chaque année, ce qui pose de grands problèmes au pays. Rien que dans le canton de Zurich, quelque 35'000 personnes se trouvaient en procédure d'asile au 30 juin 2026.

**L'exemple du canton d'Argovie illustre bien la gravité de la situation. En janvier 2023, il a déclaré « l'état d'urgence en matière d'asile »**

Elle est toujours d'actualité. Au final, ce sont les communes qui en font les frais, ainsi que les personnes qui y vivent. La directrice de l'Association des communes suisses, Claudia Kratochvil, avait déjà mis en garde l'année dernière dans la NZZ am Sonntag contre un « **effondrement du système d'asile** ». <sup>13</sup> Rien n'a changé. Beat Jans en est incapable et n'en a pas envie. Sa patrie, c'est le monde, pas la Suisse. Ses mensonges politiques n'en sont que plus effrontés, des Afghanes bénéficiant d'un asile forfaitaire aux criminels maghrébins, en passant par le paquet de traités de l'UE.<sup>14</sup>

### **Tous frais payés**

Les coûts à la charge des contribuables atteignent des sommets. À elle seule, la Confédération dépense chaque année quelque 3.5 milliards de francs pour le système d'asile, sans compter les coûts liés à l'exécution des peines. Cela représente environ 1'600 francs d'argent public par foyer de quatre personnes.

---

<sup>11</sup> SEM – Statistiques de l'asile, p. 15

<sup>12</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/asylkrise-haben-wir-wirklich-alles-im-griff-wie-bundesrat-beat-jans-insinuiert-die-zahlen-sagen-das-gegenteil-ld.10018259> ; données également disponibles dans les [statistiques de l'asile, décembre 2025](#)

<sup>13</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/es-droht-ein-kollaps-des-asylsystems-sagt-claudia-kratochvil-die-neue-direktorin-des-gemeindeverbands-ld.1865141>

<sup>14</sup> <https://weltwoche.ch/daily/beat-jans-im-faktencheck-der-sp-bundesrat-behauptet-dass-sich-unter-den-eu-auslandschweizern-viele-studenten-befaenden-stimmt-das/>

Le montant des coûts supportés par les cantons et les communes n'est pas recensé de manière transparente, mais une chose est sûre : **une grande partie des personnes relevant du domaine de l'asile et des réfugiés ne travaille pas et vit aux dépens de ceux qui se lèvent chaque matin, qui travaillent et paient des impôts.**

L'offre de l'État social suisse n'en est que plus généreuse : les contribuables ne financent pas seulement les frais de subsistance généraux des demandeurs d'asile ; les frais de logement sont également pris en charge, ainsi que toutes les cotisations sociales, y compris les primes d'assurance maladie. À cela s'ajoutent d'autres dépenses pour le mobilier, les fournitures scolaires, les articles pour bébés, les frais d'avocat, les redevances, les lunettes, l'assurance ménage et responsabilité civile, les soins dentaires, etc. Souvent, le « bien-être de l'enfant » rend nécessaire la fréquentation, financée par les impôts, d'une crèche ou de groupes de jeux.

#### **400'000 francs pour une famille de demandeurs d'asile !**

**Une seule famille de demandeurs d'asile à Wattwil, dans le Toggenburg, coûte à la commune environ 400'000 francs par an ! Et qu'a fait le Parti socialiste ? Il a immédiatement tenté de faire taire le président de commune.<sup>15</sup>** Si l'on ramène cette charge annuelle à un montant fiscal moyen, qui s'élève à environ 4'000 francs dans la commune, on se rend compte de toute l'ampleur de cette folie en matière d'asile : **une centaine d'habitants de Wattwil travaillent pendant un an uniquement pour subvenir aux besoins de cette seule famille de demandeurs d'asile.<sup>16</sup>**

Les classes spécialisées, les mesures d'éducation spécialisée et les modèles d'intégration dans le domaine de l'éducation constituent un autre gouffre financier.<sup>17</sup> Les coûts grimpent encore davantage lorsque l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) intervient.

À cela s'ajoutent les frais, qui ne sont pas non plus pris en compte, liés aux procédures judiciaires, aux séjours en prison et aux honoraires d'avocats. Le comble : **si les demandeurs d'asile ne sont pas d'accord avec une décision de l'État suisse, ils peuvent faire appel contre cet État suisse aux frais de ce même État suisse.** Une armée de bénévoles et de conseillers issus du milieu des ONG de gauche et écologistes, souvent encore subventionnées et exonérées d'impôts, leur donne des conseils et des astuces pour savoir comment s'y prendre au mieux et soutirer le plus d'argent possible aux contribuables.

---

<sup>15</sup> <https://www.blick.ch/politik/sozialkosten-an-beispiel-von-fluechtlingsfamilie-erklaert/3czevew>

<sup>16</sup> <https://weltwoche.ch/story/hundert-wattwiler-schuften-fuer-eine-familie/>

<sup>17</sup> <https://www.svp.ch/aktuell/parteizeitung/2024-2/svp-klartext-august-2024/kosten-im-asylwesen-transparenz-erwuenscht/>

## **Le Parti socialiste : « Accueillir davantage de réfugiés de guerre et de crise »**

Non seulement la gauche et les fossoyeurs de la Suisse ferment les yeux sur ces dysfonctionnements flagrants, mais ils rejettent systématiquement toute amélioration ou tout durcissement du système d'asile. Le lobby de gauche de l'asile, tirant largement profit du chaos de l'asile qui coûte des milliards, s'insurge contre l'initiative sur la protection des frontières, qui vise à remettre sur pied ce système malsain et pervers et à mettre enfin un terme aux abus de l'asile.<sup>18</sup> **Le Conseil fédéral, le PLR, le Centre et les Vert'libéraux rejettent eux aussi l'initiative, ce qui revient à continuer à tergiverser et à exposer de manière irresponsable le peuple suisse à une migration d'asile incontrôlée et dangereuse. Et pour ce faire, on gaspille encore des milliards de francs d'argent public.**

Pour les fossoyeurs de la Suisse, il n'y aura jamais assez de demandeurs d'asile, de réfugiés, de sans-papiers et de personnes en fuite en Suisse. Le PS exige : « La Suisse doit accueillir davantage de réfugiés de guerre et de crise, dans le cadre d'une coordination européenne. »<sup>19</sup> Sans compter la moitié du monde regroupée sous le terme fourre-tout de « réfugiés climatiques ». Les Verts souhaitent eux aussi ouvrir encore davantage les vannes. Ils réclament un « accès facilité à la procédure d'asile » ainsi que la « reprise et l'augmentation des quotas de réinstallation »<sup>20</sup> et une « **réinstallation permanente** » en Suisse, incluant le transport en avion – probablement soumis à une taxe climatique –, le tout pris en charge par les contribuables suisses. »<sup>21</sup>

## **Conclusion**

La devise en termes d'asile des responsables politiques de gauche et des fossoyeurs de la Suisse est donc : « Plus, plus, toujours plus ». **Toute restriction et tout contrôle sont rejetés. Quiconque souhaite venir doit pouvoir venir. La Suisse doit devenir encore plus attractive en tant qu'eldorado de l'asile et de l'immigration.**

## **4. Les criminels étrangers et les fossoyeurs complices**

Cela semble incroyable, mais c'est pourtant vrai : **80.5 % des demandeurs d'asile originaires du Maghreb font l'objet de poursuites pénales en Suisse.**

---

<sup>18</sup> <https://initiative-stop-abus-asile.ch/>

<sup>19</sup> <https://www.sp-ps.ch/fr/nos-positions/dossiers-a-z/migration-et-integration/>

<sup>20</sup> <https://verts.ch/papier-de-position/pour-une-politique-migratoire-et-dasile-digne>

<sup>21</sup> <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/asyl/resettlement.html>

C'est le chiffre publié par le « Blick » pour l'année 2024.<sup>22</sup> La source ? une analyse interne du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) au sein du Département fédéral de justice et police, réalisée sous la direction du conseiller fédéral socialiste Beat Jans. « Seul un cinquième de ce groupe de personnes n'a pas commis d'infraction pénale pendant son séjour en Suisse », écrit le SEM dans ce document. En chiffres absolus, cela signifie que **sur 4'299 demandeurs d'asile originaires du Maghreb, 3'462 ont été accusés d'une infraction pénale**. Les demandeurs d'asile de cette région présentent donc un taux de criminalité nettement plus élevé que ce que l'on savait jusqu'à présent. Une étude réalisée à la demande des autorités par le cabinet de conseil Ecoplan tablait pour 2025 sur un taux de criminalité de 60%, ce qui était déjà un chiffre extrêmement élevé.<sup>23</sup> « Bien que les personnes appartenant à ce groupe ne soient en Suisse que depuis à peine plus de deux mois, près de 60% d'entre elles sont accusées d'une infraction pénale au cours de cette brève période », indique le rapport. Beat Jans et ses agents avaient dissimulé ces chiffres pendant des mois et ne les ont rendus publics qu'après avoir subi la pression des médias.

#### « Des délinquants en série »

Il s'agirait d'un « véritable groupe à problèmes » composé de jeunes hommes originaires du Maroc, d'Algérie et de Tunisie, qui se désignent eux-mêmes sous le nom de « Harraga », ce qui signifie « ceux qui brûlent leurs papiers ». **La Weltwoche<sup>24</sup> a qualifié ces criminels demandeurs d'asile de « bombe politique », ce que la « Neue Zürcher Zeitung » a ensuite également déclaré.<sup>25</sup> Elle a également évoqué des « délinquants en série ».**

Le caractère absurde de la situation est d'autant plus flagrant que ces criminels de l'asile ne sont pas du tout des réfugiés. C'est ce que confirment les taux officiels de reconnaissance. **La NZZ parle d'une « chance d'obtenir l'asile de zéro pour cent ».** Selon les chiffres du Secrétariat d'État aux migrations, 2'127 Algériens ont déposé une demande d'asile en Suisse en 2025 et seules 0.3 % d'entre elles ont été acceptées.

Et que fait le conseiller fédéral socialiste Beat Jans ? Bien que les chiffres et les faits officiels prouvent le contraire, il prétend avoir la situation bien en main. Il ne veut rien faire de concret pour remédier à cette situation intenable qui fait de la Suisse un pays de plus en plus dangereux.

---

<sup>22</sup> «80 Prozent der Maghreb-Asylsuchenden in Strafverfahren verwickelt!», 20.8.2026. <https://www.blick.ch/politik/blick-zeigt-exklusive-zahlen-80-prozent-der-nordafrikaner-sind-kriminell-id22194802.html>

<sup>23</sup> Analyse des Gesamtsystems Asyl, Schlussbericht, 10.9.2025. <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/de/data/asyl/asylstrategie-2027/asylstrategie-2027-schlussber-analyse.pdf.download.pdf/asylstrategie-2027-schlussber-analyse-d.pdf>

<sup>24</sup> «60 Prozent!», 18.3.2026 <https://weltwoche.ch/story/sechzig-prozent/>

<sup>25</sup> «Null Prozent Asyl-Chance, aber Tausende Strafbefehle», 4.4.2026. <https://www.nzz.ch/schweiz/null-prozent-chance-hundert-prozent-aufwand-die-schweiz-gibt-100-000-franken-fuer-sie-aus-am-ende-hassen-sie-das-land-trotzdem-ld.1932209>

**Les voleurs : 80 % sont des étrangers !<sup>26</sup> Et si les criminels affluent ici en masse, c'est uniquement parce qu'ils savent qu'ils peuvent entrer librement sous le prétexte de l'asile et se livrer à leurs activités criminelles.**

**Beat Jans passe délibérément sous silence ces dysfonctionnements et répand des rumeurs contraires. Il prétend que la criminalité serait un problème propre aux « jeunes hommes. » Comme si 80% des jeunes Suisses devenaient des criminels...**

Le droit absolu à une procédure d'asile individuelle est poussé à l'absurde et Beat Jans s'y accroche obstinément. Sa suppression « porterait atteinte au cœur même de la dignité humaine », affirme-t-il,<sup>27</sup> **comme s'il existait un droit fondamental permettant de venir dans notre pays avec des intentions criminelles et d'abuser du droit d'asile.** Quiconque à l'instar de Beat Jans et de la majorité des députés-fossoyeurs de la Suisse tolère ces abus se rend complice des crimes qui en découlent ; car ils protègent les auteurs de ces actes au lieu de protéger la population.

### **Un taux de criminalité 120x plus élevé**

L'exemple extrême des Maghrébins illustre un phénomène général : la criminalité et la violence en Suisse sont en grande partie importées. La gauche, les fossoyeurs de la Suisse et ceux qui leur assurent la majorité, ferment les yeux sur cette réalité, enjolivent la situation et bloquent pratiquement toutes les initiatives de l'UDC.

**Près des trois quarts des détenus en Suisse ne possèdent pas de passeport suisse et parmi les Suisses, nombreux sont ceux qui sont issus de l'immigration.<sup>28</sup>**

Les statistiques de police sur la criminalité montrent que, sur les 92'147 personnes mises en cause pour une infraction pénale en Suisse en 2025, 53'326 sont des étrangers, soit près de 58%.<sup>29</sup> Les délinquants étrangers sont donc manifestement surreprésentés, en particulier dans le domaine de l'asile.

---

<sup>26</sup> <https://www.20min.ch/story/strafurteilsstatistik-80-prozent-der-verurteilten-diebe-haben-keinen-schweizer-pass-103646180>

<sup>27</sup> Asylminister Beat Jans kündigt härtere Gangart an, 20.8.2026. <https://www.nzz.ch/schweiz/asylminister-beat-jans-kuendigt-haertere-gangart-an-wir-muessen-die-gesetze-verschaerfen-um-die-justiz-im-umgang-mit-intensivtaetern-zu-entlasten-ld.10019946>

<sup>28</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/en/home/statistics/catalogues-databases.assetdetail.36531838.html>

<sup>29</sup> Polizeiliche Kriminalstatistik 2025. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/kriminalitaet-strafrecht/polizei.assetdetail.36388117.html>

**« Les demandeurs d'asile commettent 6% de l'ensemble des infractions, alors qu'ils ne représentent même pas 1% de la population »,** constate la NZZ.<sup>30</sup> 20% des prévenus sont des « autres étrangers » : des demandeurs d'asile tenus de quitter le territoire, des personnes en situation irrégulière n'ayant pas fait l'objet d'une procédure d'asile, ainsi que des « touristes criminels ».

**Dans son ouvrage « Les faces cachées de l'immigration » (2025), le psychiatre légiste Frank Urbaniok calcule qu'en 2023, le taux de criminalité chez les Algériens était pas moins de 120x plus élevé que chez les Suisses, 36x plus élevé chez les Marocains et 12x plus élevé chez les Roumains.** La hausse massive des infractions violentes graves (+8%) est particulièrement alarmante. « Une augmentation significative a également été constatée pour les viols, avec 1'402 cas », écrit la Conférence des commandants de police cantonaux de Suisse.<sup>31</sup> **La tendance se poursuit sans relâche depuis des années : les actes de violence grave et les délits sexuels connaissent une augmentation fulgurante.**

### **Les complices des criminels**

Les faits sont là, mais à part l'UDC, aucun parti ne se préoccupe sérieusement de rendre la Suisse à nouveau plus sûre et de s'attaquer aux causes de l'explosion de la criminalité.

Lors de la session extraordinaire sur l'asile de septembre 2026, les autres partis ont rejeté plusieurs propositions de l'UDC qui auraient permis d'améliorer la sécurité et de réduire la criminalité, comme l'expulsion obligatoire en cas de peines privatives de liberté de longue durée ou un droit de veto pour les communes d'implantation des centres d'hébergement pour demandeurs d'asile.<sup>32</sup> **La gauche rose-verte s'oppose également à ce que la nationalité suisse soit retirée aux personnes ayant la double nationalité lorsqu'elles ont été condamnées pour des crimes très graves, pour soutien au terrorisme ou pour participation à une organisation extrémiste.** Les étrangers bénéficient de la protection de la gauche en termes de sécurité intérieure, même s'il s'agit de criminels dangereux et de terroristes.

### **Tamara Funiciello (PS) protège les voyous**

Les porte-parole de gauche, comme la conseillère nationale socialiste Tamara Funiciello, nient systématiquement les faits et la réalité et rappellent à l'ordre ceux qui, dans leurs propres rangs, songent ne serait-ce qu'un instant à fonder la politique sur des faits.

---

<sup>30</sup> Asylkrise: Hat die Schweiz wirklich alles im Griff, wie Bundesrat Beat Jans insinuiert? Die Zahlen sagen das Gegenteil, 10.8.2026. <https://www.nzz.ch/schweiz/asylkrise-haben-wir-wirklich-alles-im-griff-wie-bundesrat-beat-jans-insinuiert-die-zahlen-sagen-das-gegenteil-ld.10018259>

<sup>31</sup> <https://www.kkpks.ch/fr/informations/statistique-policiere-de-la-criminalite-spc-rapport-annuel-2025-351>

<sup>32</sup> <https://www.udc.ch/actualites/publications/communiqués-de-presse/asile-grace-a-ludc-le-parlement-accentue-la-pression-sur-le-responsable-de-lasile-beat-jans/>

« Dès l’instant où je dis : “Je ne suis pas raciste, mais d’une certaine manière, ils ont quand même raison” ou “Dans les statistiques sur la violence sexiste, il y a sûrement beaucoup d’étrangers parmi les auteurs”, je me retrouve déjà du mauvais côté », a déclaré Tamara Funiciello dans le « Wochenzeitung ».<sup>33</sup>

**Selon cette logique de gauche, la criminalité des étrangers n'a absolument rien à voir avec les étrangers. Bienvenue en Absurdistan, bienvenue en Suisse en 2026 !**

Pourquoi donc Tamara Funiciello veut-elle interdire l'accès aux statistiques sur la violence domestique et pourquoi donc qualifie-t-elle préventivement de raciste quiconque s'en tient aux faits ? C'est très simple : parce que les données statistiques montrent que la violence domestique est elle aussi, dans sa grande majorité, un problème lié aux étrangers.

Le taux d’incidence, qui se réfère au nombre de personnes mises en cause pour 10’000 habitants, présente le tableau suivant selon les statistiques de police sur la criminalité pour l’année 2024 : Chez les hommes étrangers, il est de 33.3, contre 12.6 chez les hommes suisses. Pendant que Tamara Funiciello et le reste de la gauche déclarent que la violence domestique est un « problème masculin », les statistiques nous révèlent que **les femmes étrangères (13.2) sont non seulement trois fois plus violentes à la maison que les Suissesses (4.4), mais elles sont même plus violentes que les hommes suisses.**<sup>34</sup> La violence au sein du foyer est donc elle aussi avant tout un problème lié aux étrangers. Malgré cela, le PS et les Verts ont expressément rejeté au Parlement une motion demandant l'expulsion pour les infractions poursuivies d'office commises dans le cadre familial.<sup>35</sup>

## Conclusion

L'échec de la gauche rose-verte, ainsi que de leurs partenaires fossoyeurs pseudo-bourgeois pèse lourd : **en tolérant la criminalité et la violence, et en refusant de prendre des mesures efficaces pour y remédier, ils sont politiquement responsables du fait qu'en Suisse, de plus en plus de femmes et de jeunes filles sont violées, et que de plus en plus de personnes sont victimes d'infractions violentes graves, de cambriolages et de vols.** En tant que complices politiques des criminels, ils sont responsables non seulement de la douleur et de la souffrance des personnes concernées, mais aussi de la destruction du sentiment de sécurité de la population. **Voter pour la gauche et les fossoyeurs de la Suisse, c’est donner carte blanche aux criminels du monde entier.**

<sup>33</sup> «Jetzt müssen wir erst mal die Geschichte aufhalten», 8.1.2026. <https://www.woz.ch/2602/tamara-funiciello/jetzt-muessen-wir-erst-mal-die-geschichte-aufhalten/!XTQ3QF61F18J>

<sup>34</sup> «Ausländische Frauen häufiger gewalttätig als Schweizer Männer», 20 Minuten, 6.2.2026. <https://www.20min.ch/story/haeusliche-gewalt-auslaendische-frauen-haeufiger-gewalttaetig-als-schweizer-maenner-103500425>

<sup>35</sup> [vote 52 32013.pdf](#)

## 5. Le coup de grâce pour la Confédération : comment l'alliance des fossoyeurs de la Suisse veut nous faire entrer dans l'UE

Sous la dénomination **mensongère de « Bilatérales III »**, le Conseil fédéral entend soumettre la Suisse à l'UE, sous les applaudissements des fossoyeurs de la Suisse (Le PS, les Verts, les Vert'libéraux et bien trop de politiciens du Centre et du PLR). Ils présentent cela comme une « stabilisation de la voie bilatérale », mais en réalité, c'est l'accord-cadre, que le Conseil fédéral avait lui-même enterré, qui renaît de ses cendres avec ce nouveau paquet de traités.

Le cœur institutionnel de ces accords n'est en rien devenu plus anodin, bien au contraire : **Il prévoit la reprise « dynamique » (donc automatique) du droit européen, instaure la Cour de justice de l'Union européenne – c'est-à-dire le tribunal de la partie adverse – comme instance de dernier recours en cas de litige et restreint notre démocratie directe et notre fédéralisme.** Si le peuple suisse ne se comporte pas comme Bruxelles le souhaite, l'UE pourra unilatéralement prendre des « mesures compensatoires » à l'encontre de la Suisse ; en clair, **la démocratie suisse sera placée sous une épée de Damoclès, avec des référendums sous la menace de sanctions. Cette soumission institutionnelle nous coûtera par ailleurs plusieurs milliards de francs.**

**L'adhésion à l'UE comme « meilleure option » – Mais enfin !** Pour la gauche et les fossoyeurs, cela ne va toutefois pas assez loin. « **L'adhésion à l'UE reste la meilleure option pour la Suisse** », déclarent les sociaux-démocrates.<sup>36</sup> Ils qualifient ces nouveaux contrats de simple « étape intermédiaire ».<sup>37</sup>

Ils admettent d'emblée quelle est la véritable raison de leur volonté d'adhésion : Bruxelles mènerait, dans de nombreux domaines, une politique « plus progressiste » que la Suisse.

Les Verts souhaitent eux aussi aboutir à une telle **liquidation de la Confédération** (« Nous, les Verts, sommes un parti européen »). Eux aussi cherchent, en fin de compte, à contourner le souverain suisse par le biais de Bruxelles. Ils se plaignent ainsi que « la coopération avec l'Union européenne en matière de politique climatique » soit « sans cesse freinée par le Conseil fédéral et le Parlement », cette fichue démocratie suisse ! Les intentions d'adhésion des Verts perdurent jusqu'à aujourd'hui, malgré les multiples problèmes de l'UE. « Les Verts continuent de soutenir l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne », pouvait-on déjà lire il y a 20 ans.<sup>38</sup>

---

<sup>36</sup> <https://www.sp-ps.ch/fr/nos-positions/dossiers-a-z/europe-et-politique-etrangere/>

<sup>37</sup> <https://www.sp-ps.ch/wp-content/uploads/2022/11/Europa-Papier-final-deutsch-1.pdf>

<sup>38</sup> <https://www.swissinfo.ch/ger/schweizer-politik/gruene-wollen-einer-oekologischeren-eu-beitreten/5410744>

Aujourd'hui, la présidente des Verts, Lisa Mazzone, déclare : « Nous devons parler d'une adhésion à l'UE. »<sup>39</sup> **Cette dernière souhaite notamment intégrer la Suisse dans l'Union européenne militaire. Elle rêve, très sérieusement, que la Suisse rejoigne cette « grande puissance ».**

C'est un peu la même chose chez leur demi-sœur, le Parti Vert libéral. Celui-ci place sa politique étrangère sous la devise « Oser plus d'Europe ».<sup>40</sup> **Il ne leur vient apparemment pas à l'esprit d'oser mettre davantage l'accent sur la Suisse et la patrie.** Pourtant, la Confédération devance largement l'Union européenne sur tous les indicateurs économiques : inflation plus faible, chômage plus bas, impôts moins élevés, dette publique réduite, sans oublier un revenu par habitant nettement supérieur et un pouvoir d'achat plus élevé.<sup>41</sup> **Malgré tout, Philipp Matthias Bregy, conseiller national du Centre et président du parti, affirme qu'il n'y a « pas d'alternative » à ce diktat de l'UE.<sup>42</sup> Quel aveux d'échec !**

## **Conclusion**

**La gauche et les fossoyeurs de la Suisse prônent la soumission au régime centraliste de Bruxelles, dont la légitimité démocratique est faible et où la Commission, toute-puissante, et les grands États membres donnent le ton. L'objectif final de ces partis reste, de leur propre aveu, l'adhésion à l'UE.** La Suisse, en tant « qu'antithèse » libérale (Herbert Lüthy) de ce mastodonte qu'est l'Union européenne, appartiendrait alors définitivement au passé.

## **6. Les fossoyeurs partisans de la suppression de l'armée font obstacle à la protection du pays et de sa population**

Les politiciens de gauche et les fossoyeurs mettent en péril la paix et la sécurité de la Suisse. Cela s'est manifesté dans l'opposition à l'initiative sur la neutralité : au sein d'une alliance s'étendant jusqu'aux libéraux-radicaux, sous la devise « tous contre l'UDC », le PS, qui menait le mouvement, s'est opposé, par une polémique sans fondement (« initiative pro-Poutine »), à l'ancrage et au renforcement de la neutralité suisse dans la Constitution.

**Le « non » à l'initiative envoie aux pays voisins le signal que la Suisse « fait partie de l'architecture occidentale de l'État de droit et de la sécurité », a déclaré Marianne Binder-Keller, conseillère aux États du Centre.**

---

<sup>39</sup> <https://www.srf.ch/news/schweiz/gruenen-praesidentin-mazzone-wir-muessen-ueber-einen-eu-beitritt-reden>

<sup>40</sup> <https://glp.swiss/politik/themen/europa/>

<sup>41</sup> <https://www.flossbachvonstorch-researchinstitute.com/de/studien/detail/was-die-schweiz-wirtschaftspolitisch-erfolgreicher-macht-als-deutschland>

<sup>42</sup> <https://www.svp-zuerich.ch/artikel/alternativlos-ist-kein-argument/>

Ces forces s'attaquent ainsi à l'un des piliers fondamentaux de la Confédération et à un modèle à succès éprouvé au fil des siècles. Sans la neutralité, la Suisse n'existerait pas en tant qu'État indépendant. Elle fait partie intégrante de l'identité nationale et garantit la paix, la sécurité et la prospérité. C'est notamment grâce à la neutralité armée que nous avons été épargnés par les deux guerres mondiales. Les fossoyeurs-opposants à la neutralité mettent tout cela en péril de manière imprudente et irresponsable.

### **Fabian Molina (PS), opposant à l'armée, donne le ton**

Alors même qu'une guerre fait à nouveau rage en Europe et que le risque d'escalade s'accroît, on voudrait mettre fin à cette « assurance-vie » qu'est la neutralité armée. **Des politiciens de gauche comme Fabian Molina, conseiller national socialiste, qui n'a jamais effectué un seul jour de service militaire, comptent parmi les forces motrices d'une intégration toujours plus poussée au sein de l'OTAN et de l'Union européenne militaire en cours de formation, qui ont toutes deux déjà un pied enfoncé dans le borborygme sanglant de la guerre en Ukraine.**<sup>43</sup> Cet ancien membre des Jeunes socialistes réclame un « partenariat stratégique » avec l'UE<sup>44</sup> et des achats conjoints d'armement entre Berne et Bruxelles, tout cela avec une majorité au Parlement. Le Conseil fédéral mène déjà des discussions qui devraient déboucher sur un mandat de négociation en ce sens.<sup>45</sup>

### **La politique hypocrite du réarmement international**

Pourtant, cette majorité ignore avec qui elle s'associe : un opposant à l'armée et partisan de sa suppression. **« Supprimer l'armée, c'est supprimer la pensée militaire », écrivait Fabian Molina en 2020 dans le journal de ses camarades socialistes, s'extasiant sur une « merveilleuse histoire du déclin de l'armée ».**<sup>46</sup> Il a qualifié les programmes militaires de « camp d'entraînement à la masculinité toxique », pour lesquels on ne devrait « pas dépenser des milliards année après année ».

La demande de suppression de l'armée suisse figure toujours dans le programme du Parti socialiste. Dans le même temps, Fabian Molina et ses camarades réclament une offensive de réarmement au sein de l'Union européenne... Peut-on faire plus hypocrite ? Difficilement.

---

<sup>43</sup> <https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz-eu-nationalraete-wollen-sicherheitsabkommen-mit-der-eu-527127283292>

<sup>44</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/nationalrat-will-eu-partnerschaft-fuer-sicherheit-und-verteidigung-ld.1901406>

<sup>45</sup> <https://www.vbs.admin.ch/fr/parlement-partenariat-securite-defense-ue>

<sup>46</sup> <https://fabianmolina.ch/blog/zeit-fuer-eine-neue-friedenspolitik/>

## Le rôle de la Suisse selon Les Verts

Les Verts se montrent tout aussi confus. « La Suisse, en tant que pays neutre, doit jouer un rôle de médiateur dans les conflits », exigent-ils<sup>47</sup> alors qu'ils ont rejeté l'initiative sur la neutralité, qui visait expressément à renforcer à nouveau cette mission de paix. Les Verts ont eux aussi toujours fait de la suppression de l'armée suisse leur cheval de bataille, tout en sachant que cette cause n'a aucune chance d'aboutir : « Tant que l'armée ne pourra pas être supprimée, nous nous engagerons pour qu'elle se prémunisse contre des menaces réalistes, au lieu de dépenser des milliards de francs pour s'armer en vue de scénarios de guerre improbables. »

Dans leur réponse à la consultation sur la stratégie de sécurité de la Suisse 2026, les Verts dévoilent leurs priorités : avant toute autre chose, ils exigent que le « changement climatique » soit intégré dans la stratégie en tant que « facteur systématique », tout comme la « violence sexiste », qui constituerait une « menace immédiate sur le terrain ».<sup>48</sup> Comme si c'était là le plus grand danger pour notre pays. **De telles opinions déconnectées de la réalité et farfelues ne peuvent que réjouir tout agresseur potentiel.**

## Conclusion

**On ne peut compter ni sur le PS, ni sur les Verts en termes de politique de sécurité et cela a toujours été ainsi. Leur ligne de conduite est contradictoire et hypocrite : ils s'obstinent à réclamer la suppression de l'armée suisse tout en favorisant un rapprochement toujours plus poussé avec l'OTAN toujours plus belliqueuse et l'UE d'Ursula von der Leyen, qui caresse des rêves de grande puissance militaire.**

## 7. Des milliards de francs d'argent public pour une transition énergétique ratée

C'est dans le domaine de la politique énergétique que l'on voit particulièrement bien à quel point l'idéologie de gauche, détournée de ses racines, mène à des impasses coûteuses. Un accident nucléaire provoqué par un tsunami à Fukushima, au Japon, à 10'000 kilomètres à vol d'oiseau de Berne, a permis à la « transition énergétique » de percer sur la scène politique, avec une sortie du nucléaire et une interdiction de construire de nouvelles centrales. La centrale nucléaire de Mühleberg, qui fonctionnait parfaitement, a déjà été mise hors service ; cette dernière produisait environ 3'000 GWh par an. D'un seul coup, la Suisse a ainsi perdu l'équivalent de la production d'électricité d'environ 800'000 foyers. Le démantèlement à lui seul, élimination des déchets comprise, coûte plus de deux milliards de francs.

---

<sup>47</sup> <https://verts.ch/societe/paix-et-securite/paix-et-securite>

<sup>48</sup> <https://verts.ch/consultations/strategie-en-matiere-de-politique-de-securite-de-la-suisse-2026>

Mais ce sont surtout les conséquences de la restructuration irréaliste de l'approvisionnement énergétique qui coûtent cher. Les socialistes et les Verts ont promis monts et merveilles et affirmé que la Suisse pourrait couvrir ses besoins énergétiques uniquement grâce aux énergies renouvelables, voire mieux encore grâce aux nouvelles énergies renouvelables.

### **Une dégradation totale du paysage**

Des vallées alpines entières recouvertes de panneaux solaires, des milliers d'éoliennes du Jura au Tessin, une dégradation totale du paysage : voilà la vision de la gauche rose-verte

Cela ne les dérange pas non plus que la participation démocratique des communes, qui sont pressenties pour accueillir ces éoliennes géantes pouvant atteindre plus de 200 mètres de haut, soit restreinte. Dans le canton de Zurich, le conseiller d'État vert Martin Neukom a désigné 20 zones propices à l'éolien et 15 autres zones en réserve. Les Verts applaudissent.<sup>49</sup>

Dans le même temps, ces mêmes milieux de gauche écologiste font obstacle au développement de l'énergie hydraulique, comme cela a été le cas pendant des années au Grimsel. « **Ce sont justement les partis écologistes et leurs camarades qui empêchent le développement de l'énergie hydraulique : la gauche rose-verte torpille la transition énergétique** », titrait le « **Blick** ». <sup>50</sup>

En réalité, le mix énergétique suisse éprouvé et à faible émission de CO<sub>2</sub>, qui se composait d'environ deux tiers d'énergie hydraulique et d'un tiers d'énergie nucléaire, a été délibérément démantelé sans qu'il y ait d'alternatives disponibles. **Les promesses de la « transition énergétique » étaient, dès le départ, fallacieuses et illusoires.** La Suisse n'est pas un pays éolien. En 2024, seule environ 0.224 % de l'électricité suisse a été produite à partir de l'énergie éolienne.<sup>51</sup> L'énergie solaire n'est disponible que lorsque le soleil brille. Nous risquons des fluctuations de courant et des périodes de pénurie, voire des pannes d'électricité dévastatrices. L'UDC a été le seul parti à avoir toujours mis en garde contre cela et à s'être opposé systématiquement à cette pseudo transition énergétique.

### **Effondrement de l'approvisionnement énergétique ? Ils s'en moquent.**

Personne n'a voulu écouter, voir ni réfléchir ; il faut désormais amorcer le revirement de la transition avec un coût supplémentaire énorme.

---

<sup>49</sup> <https://gruene-zh.ch/medienmitteilungen/windenergiegebiete>

<sup>50</sup> <https://www.blick.ch/politik/ausgerechnet-oekoparteien-und-genossen-verhindern-ausbau-der-wasserkraft-linke-und-gruene-torpedieren-die-energiewende-id17005235.html>

<sup>51</sup> <https://facts4future.ch/facts/windenergie-beitrag-zur-stromproduktion#einfach>

Sous la pression de la réalité, le Parlement a levé en juin 2026 l'interdiction de développer de nouvelles technologies et de construire de nouvelles centrales nucléaires. Mais le mal est fait. **La gauche et ceux qui ont la tête ailleurs, comme les Verts, le PS, les Vert'libéraux, les Femmes du Centre ainsi que des organisations de pression telles que Greenpeace et la Fondation suisse pour l'énergie, restent incorrigibles et ont déjà annoncé un référendum. Pour imposer leur idéologie, ils sont prêts à accepter l'effondrement de l'approvisionnement énergétique.** Pendant ce temps, la correction d'urgence des erreurs de cette politique absurde engloutit des milliards supplémentaires. « D'ici 2045, les réserves d'électricité devraient coûter environ 4 milliards de francs, car l'approvisionnement hivernal régulier n'est pas suffisamment garanti », estime Economiesuisse.<sup>52</sup> Ces fonds ne sont pas affectés à la production courante, mais servent uniquement à constituer une réserve en cas de crise. À elle seule, la construction de quatre nouvelles centrales à gaz de réserve coûte, selon le Conseil fédéral, 2.3 milliards de francs. Et elles ne sont pas non plus respectueuses du climat.

Ce sont les ménages et les entreprises qui supportent ces coûts via le tarif de réserve d'électricité. « Pour les ménages, cela représente, selon le tarif, environ 10 à 30 francs par an ; pour une grande entreprise industrielle consommant 20 GWh, environ 50'000 à 150'000 francs », précise Economiesuisse. **L'Allemagne, que la Suisse a suivie aveuglément, est confrontée à une débâcle similaire. Une étude de la Chambre de commerce et d'industrie allemande estime les coûts de la transition énergétique entre 2025 et 2049 à près de 5'400 milliards d'euros.**<sup>53</sup> Cela risquait d'entraîner des charges considérables pour les entreprises, les consommateurs et les collectivités publiques.

### **Les fausses promesses de Doris Leuthard**

Lors de la campagne référendaire **sur la loi sur l'énergie de 2017, la conseillère fédérale de l'époque, Doris Leuthard (PDC / Le Centre), avait affirmé que la transition énergétique ne coûterait que 40 francs par foyer et par an.**<sup>54</sup> Les promesses de Doris Leuthard, selon lesquelles il y aurait toujours suffisamment d'électricité même sans énergie nucléaire et que les importations d'électricité en provenance de l'UE seraient assurées, se sont également révélées fausses.

---

<sup>52</sup> [https://www.economiesuisse.ch/de/artikel/teure-stromreserve-wegen-ungenuegender-winterversorgung?utm\\_source=Klima+%26+Energie&utm\\_campaign=9fd4ac6275-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2025\\_10\\_21\\_09\\_37\\_COPY\\_20&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_-57f8e46c6d-578697645](https://www.economiesuisse.ch/de/artikel/teure-stromreserve-wegen-ungenuegender-winterversorgung?utm_source=Klima+%26+Energie&utm_campaign=9fd4ac6275-EMAIL_CAMPAIGN_2025_10_21_09_37_COPY_20&utm_medium=email&utm_term=0_-57f8e46c6d-578697645)

<sup>53</sup> <https://www.dihk.de/de/newsroom/aktuelle-energiewende-politik-kostet-bis-zu-5-4-billionen-euro-141284>

<sup>54</sup> [Energiesstrategie 2050 - Leuthard: «Stromintensive Unternehmen sind auf meiner Seite» - News - SRF](#)

En réalité, les prix de l'électricité ont explosé. Dans la ville de Winterthur, ils ont presque triplé entre 2018 et 2023.<sup>55</sup> Même la Confédération a évoqué une « forte hausse des prix de l'électricité » et a fait le calcul : un foyer type consommant 4'500 kWh paierait 27 centimes de plus par kilowattheure en 2023. Sur une année, cela correspondrait à une facture d'électricité de 1'215 francs, soit une augmentation de 261 francs.<sup>56</sup> Dans le même temps, les coûts de réseau, les tarifs énergétiques et les taxes ont également augmenté. En 2024, les prix ont de nouveau connu une hausse significative, dépassant les 32 centimes par kilowattheure. En 2025, ils s'élevaient à 29 centimes, soit environ 9 centimes, ou près de 50%, de plus qu'en 2017.

Le secteur artisanal est tout aussi touché. « Pour les PME en Suisse, le tableau est similaire : les coûts de réseau, la surtaxe de réseau, les prix de l'énergie ainsi que les taxes augmentent également dans ce secteur. Le prix total augmente ainsi de 24% en médiane », a déclaré le Conseil fédéral à propos des hausses de 2023. Depuis lors, les prix ont encore augmenté.

## **Conclusion**

**L'échec de la politique énergétique de gauche et des fossoyeurs coûte des milliards de francs aux contribuables. Cela n'apporte rien au climat, bien au contraire. Si la coalition rose-verte parvient à ses fins et que ce camp sort renforcé des élections fédérales 2027, nous nous dirigeons tout droit vers une catastrophe : des pénuries, des déficits d'électricité en hiver, voire des pannes générales, menacent, avec des conséquences imprévisibles pour la société et l'économie.**

## **8. La ruine financière et humaine de notre État-providence**

L'État ne cesse de grossir. L'assurance-invalidité (AI) est complètement hors de contrôle, principalement en raison des maladies mentales. L'immigration et les demandeurs d'asile sapent l'AVS et l'assurance maladie, nos principales institutions sociales. Les dépenses de la Confédération ont ainsi été multipliées, passant d'environ 30 milliards en 1990 à 90 milliards de francs. Cette forte croissance des dépenses devrait se poursuivre dans les années à venir, prévoit le Département fédéral des finances (DFF).<sup>57</sup> D'ici 2030, on prévoit déjà des dépenses supérieures à 104 milliards !

---

<sup>55</sup> <https://www.forumwinterthur.ch/artikel/massiv-steigende-stromkosten-in-winterthur-das-resultat-der-verfehlten-links-gruenen-klimapolitik>

<sup>56</sup> <https://www.admin.ch/fr/nsb?id=90237>

<sup>57</sup> <https://www.efd.admin.ch/fr/les-finances-federales>

**Le poste budgétaire de loin le plus important et le principal facteur de coûts est celui de la protection sociale. Dans le budget prévisionnel pour 2027, il s'élève à 32.7 milliards de francs, soit plus d'un tiers (34.9 %) des dépenses totales, qui s'élèvent à 93.8 milliards de francs.** « Ces dépenses sont légalement contraignantes et ne peuvent donc guère être maîtrisées à moyen terme », fait remarquer le DFF.<sup>58</sup> La moitié de cette somme est affectée à l'assurance vieillesse et survivants (AVS). À cela s'ajoutent les contributions fédérales à l'assurance invalidité (AI), destinées à la réduction individuelle des primes, aux prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, ainsi que les milliards alloués à la migration. Si l'on ajoute à cela la santé et l'éducation en tant que dépenses sociales supplémentaires, celles-ci représentent près des deux tiers du budget fédéral.

### **Les dépenses sociales progressent, celles de la défense nationale reculent**

Si l'on examine la croissance des dépenses, on constate que plus de 90% de celle-ci provient de ces trois domaines,<sup>59</sup> tandis que les dépenses consacrées à l'armée ou à l'agriculture ont fortement diminué en proportion. « La sécurité sociale gagne du terrain, la défense nationale en perd », résume Die Volkswirtschaft pour décrire cette évolution.<sup>60</sup>

Ce à quoi nous assistons ici, c'est une **transformation radicale et insidieuse de notre système étatique**. On ne peut plus parler depuis longtemps d'un État allégé, tel que l'avaient conçu en 1848 les fondateurs libéraux de la Confédération moderne. Alors qu'autrefois, la Confédération considérait que sa mission consistait avant tout à assurer la sécurité de la population par le biais de l'armée et à mettre à disposition les infrastructures de base nécessaires, elle fait aujourd'hui office d'État social et de prestataire de services pour répondre à des exigences toujours plus nombreuses et toujours plus élevées. La quote-part fiscale, c'est-à-dire la somme de tous les impôts et cotisations sociales par rapport au produit intérieur brut (PIB), a augmenté de 12 points de pourcentage depuis 1965, passant de 16% à 28% ; la quote-part de l'État (dépenses publiques par rapport au PIB) a quant à elle augmenté de plus de 15 points de pourcentage, pour dépasser les 31%.<sup>61</sup> **La part de l'État élargie, qui inclut également les cotisations obligatoires versées aux caisses d'assurance maladie et aux caisses de retraite, s'élève à plus de 43%.<sup>62</sup> La Suisse se retrouve ainsi dans une situation encore plus défavorable que l'Allemagne.**

---

<sup>58</sup> <https://www.efv.admin.ch/fr/depenses-de-la-confederation>

<sup>59</sup> <https://facts4future.ch/facts/top-3-staatsausgaben-nach-wachstum#fortgeschritten>

<sup>60</sup> <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2024/06/letat-en-croissance-continue/>

<sup>61</sup> Ebd. («Die Volkswirtschaft»)

<sup>62</sup> <https://www.iwp.swiss/publikationen/eine-frage-des-massstabs-wie-gross-ist-der-schweizer-staat-wirklich>

## **Hausse des primes LAMal de 129%**

Chaque citoyen en ressent les effets. De 2008 à 2023, les dépenses publiques par habitant, corrigées de l'inflation, ont augmenté d'environ 9%, passant de 24'742 à 26'881 francs.<sup>63</sup> **Chaque Suisse paie ainsi en moyenne 2'140 francs de plus.**

Les primes d'assurance maladie, qui augmentent chaque année, continuent de peser sur le budget des ménages. Depuis 2000, leur hausse a été environ neuf fois supérieure à celle des salaires.<sup>64</sup> **Alors que les salaires réels ont augmenté de 15% en moyenne, les primes d'assurance maladie obligatoires ont enregistré une hausse de 129% !**

## **La soif insatiable de la gauche, qui veut toujours plus**

L'appel lancé par la gauche et les fossoyeurs de la Suisse, réclamant toujours plus d'État, toujours plus de prestations sociales, toujours plus de redistribution, reste quant à lui strident. **Contre toute logique et en dépit des faits, le PS parle d'un « démantèlement social bourgeois » qu'il faudrait combattre, alors que jamais dans l'histoire autant d'argent des contribuables n'a été consacré au social et la tendance est à la hausse.**

En pleine crise de Covid-19, alors que la Confédération avait de toute façon abandonné toute retenue financière, ouvert les vannes et accumulé une dette supplémentaire record de plus de 26 milliards de francs,<sup>65</sup> la réponse des camarades a été « plus de sécurité sociale, plus de services publics, plus de solidarité ! »<sup>66</sup>

## **Une liste de souhaits en termes de politique sociale**

Leur programme de politique sociale comprend la mise en place d'une assurance générale liée à l'activité professionnelle, une « législation nationale en matière d'aide sociale » prévoyant notamment une augmentation de l'aide sociale économique à 60% du salaire médian national, ou encore une caisse d'assurance maladie publique avec des cotisations calculées en fonction des revenus. Ce sont toujours les autres qui doivent payer.

---

<sup>63</sup> <https://facts4future.ch/facts/staatsausgaben-pro-kopf#fortgeschritten> Mit Staatsausgaben sind die Ausgaben der öffentlichen Haushalte gemeint, also insbesondere von Bund, Kantonen, Gemeinden sowie von den öffentlichen Sozialversicherungen.

<sup>64</sup> <https://facts4future.ch/facts/entwicklung-krankenkassenpramien#fortgeschritten>

<sup>65</sup> <https://www.efd.admin.ch/fr/dette-de-la-confederation>

<sup>66</sup> [https://www.sp-ps.ch/wp-content/uploads/2022/05/positionspapier\\_corona\\_d\\_def\\_4.pdf](https://www.sp-ps.ch/wp-content/uploads/2022/05/positionspapier_corona_d_def_4.pdf), S. 3. Folgende Zitate ebd., S. 12ff.

Les sociaux-démocrates réclament en outre un renforcement des services de santé publics, des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail dans le secteur des soins, « un accueil des enfants en complément de la famille en tant que service public accessible à toutes les familles » et faisant « partie des services publics de base » et, cerise sur le gâteau, une « réduction du temps de travail » à 35 heures par semaine. **En faire moins, exiger plus : voilà comment fonctionne la politique de gauche.**

### « Une redistribution radicale »

Lors de leur congrès du 24 février 2024, les camarades de gauche ont adopté un document visant à « mettre fin à la pauvreté en Suisse d'ici 2030 » et formulant un nouveau catalogue complet de revendications.<sup>67</sup> L'objectif explicite est que beaucoup plus de personnes vivent aux frais de l'aide sociale. **Les étrangers qui commettent des fraudes à l'aide sociale doivent pouvoir s'en tirer à bon compte et ne pas être expulsés du pays. En outre, il faudrait « trouver de toute urgence un moyen d'intégrer dans le système les personnes qui ne perçoivent pas de prestations sociales, soit jusqu'à 30% de la population ».** Il faudrait mettre en place un « mécanisme automatique » pour verser « de manière proactive » l'aide sociale.

Par ailleurs, la gauche et les fossoyeurs de la Suisse réclament un « développement massif des structures d'accueil extra-familiales ainsi que des offres éducatives », des « prestations complémentaires pour les familles », des salaires plus élevés, y compris des « salaires minimums intersectoriels », un « plafonnement des loyers », davantage de logements d'intérêt général ainsi que des allègements encore plus importants sur les primes d'assurance.

Le PS ne s'attarde pas longtemps sur la question de savoir qui devra financer tout cela. **Il joue ouvertement sur des fantasmes d'expropriation : « À long terme, cela nécessitera une redistribution radicale du travail, des revenus et de la fortune. »**

### Conclusion

Bien que l'État-providence ait considérablement pris de l'ampleur et ne cesse de s'alourdir, la gauche et ceux qui sont lassés de leur pays réclament sans cesse davantage de prestations sociales publiques, toujours plus généreuses. Ils trouvent sans cesse de nouveaux groupes d'ayants droit qui devraient eux aussi en bénéficier. **Si cette politique venait à s'imposer, les contribuables et les entreprises seraient soumis à une charge financière considérablement plus lourde. De moins en moins de personnes travailleraient et de plus en plus de gens vivraient aux dépens des autres, jusqu'à ce que le système s'effondre.**

---

<sup>67</sup> [https://www.sp-ps.ch/wp-content/uploads/2023/05/Armut-statt-Armutsbetroffene-bekaempfen\\_Deutsch\\_final.pdf](https://www.sp-ps.ch/wp-content/uploads/2023/05/Armut-statt-Armutsbetroffene-bekaempfen_Deutsch_final.pdf)

## 9. Les citoyens et les entreprises pris à la gorge : toujours plus d'impôts, de taxes, de réglementations et d'interdictions

Le « sauvegarde » est un mot étranger pour la gauche et les fossoyeurs de la Suisse, qui parlent déjà de « sauvegarde destructrice » dès qu'on ose, où que ce soit, tenter de freiner quelque peu la croissance galopante des dépenses. Au lieu de fixer des priorités et d'affecter efficacement les recettes fiscales là où elles sont le plus nécessaires, ils préfèrent augmenter les impôts et les taxes.

L'augmentation de la TVA en est un excellent exemple. C'est la solution la plus facile. **Le conseiller fédéral Martin Pfister (Le Centre) souhaite financer les dépenses de l'armée par une hausse « temporaire » de la TVA de 0.5 point de pourcentage.** Le taux spécial applicable au secteur hôtelier devrait également augmenter de 0.3 point de pourcentage.

### **La TVA atteint un niveau record**

Par ailleurs, le Parlement a décidé en juin 2026 d'augmenter la TVA de 0.4 point de pourcentage pour financer la 13<sup>e</sup> rente AVS. **Si ces deux hausses sont mises en œuvre comme prévu, la TVA passera de 8.1% aujourd'hui à 9.0%.** Ce taux serait « plus élevé que jamais », note la Radio-Télévision suisse.<sup>68</sup> Le taux d'occupation des hôtels atteindrait lui aussi un niveau record (4.3%).

**Un ménage moyen paie déjà environ 4'500 francs de TVA par an. Il risque désormais de devoir supporter une charge supplémentaire d'environ 450 francs. C'est une somme importante qui manque à chaque famille pour subvenir à ses besoins.**

La TVA n'a pourtant été relevée qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2024, passant de 7.7% à 8.1% au taux normal (pour le financement complémentaire de l'AVS). Lorsqu'elle a remplacé l'impôt sur le chiffre d'affaires en 1995, le taux s'élevait encore à 6.5%. Depuis lors, quatre hausses ont déjà eu lieu.<sup>69</sup> Et voilà, les augmentations numéro cinq et six vont donc suivre !

La prudence est également de mise lorsque des responsables politiques tentent de rendre acceptable une nouvelle taxe ou une charge fiscale plus lourde en promettant qu'elle sera « temporaire ».

---

<sup>68</sup> <https://www.srf.ch/news/schweiz/zusaetzliche-ruestungsausgaben-bundesrat-will-mehrwertsteuer-nur-um-0-5-prozentpunkte-erhoehe>

<sup>69</sup> <https://www.estv.admin.ch/fr/evolution-des-taux-de-tva-en-suisse>

C'était déjà le cas à l'origine de l'actuelle taxe sur la valeur ajoutée, pendant la Seconde Guerre mondiale : elle a été instaurée en tant qu'impôt temporaire destiné à combler le déficit, par le biais d'une loi d'urgence (décision d'habilitation), afin de financer les dépenses militaires liées à la défense nationale et de compenser la chute des recettes douanières.<sup>70</sup> Elle n'a jamais été supprimée. Au contraire, elle n'a cessé de croître et représente aujourd'hui, avec **plus de 28.8 milliards de francs**, l'un des principaux postes de recettes de la Confédération. **Pour les consommateurs, il s'agit d'une charge cachée absolument colossale.**

Il en va de même pour l'impôt fédéral direct, qui a également été instauré à titre provisoire en 1915, pendant la Première Guerre mondiale, avant d'être maintenu sous différentes appellations jusqu'à ce qu'il prenne en 1958 le nom qu'il porte aujourd'hui. Pour le monde politique, manifestement, le mot « temporaire » signifie « pour toujours ».

### **La jungle des 50 milliards de subventions**

Les subventions de l'État fédéral sont elles aussi devenues totalement incontrôlables, frôlant déjà la barre des **50 milliards de francs par an**.<sup>71</sup> Malgré les pressions en faveur d'une consolidation des budgets publics, ceux-ci devraient continuer à augmenter jusqu'en 2028, selon les calculs de l'Institut de politique économique suisse (IWP).<sup>72</sup> La prolifération des subventions et des bénéficiaires – plus de 20'000 au total ! – manque de transparence et d'efficacité.

Dès qu'il s'agit d'étendre encore davantage l'action de l'État, d'augmenter les impôts et les taxes ou d'orienter les citoyens et les consommateurs dans la direction souhaitée par les politiciens (mot-clé : taxe incitative), la gauche et les fossoyeurs sont les premiers à se manifester.

### **Les Verts se réjouissent de l'explosion des prix de l'essence**

De même, la gauche s'oppose aux allègements fiscaux qui profitent en particulier aux plus pauvres et aux moins aisés. C'est le cas avec l'explosion des prix des carburants : le camp des fossoyeurs s'oppose, pour des raisons idéologiques, à une motion de l'UDC visant à suspendre temporairement la taxe sur les huiles minérales.<sup>73</sup> Pire encore : elle se réjouit même de voir les prix des carburants atteindre des sommets historiques, alors que ce sont avant tout les classes à faibles revenus qui en souffrent.

---

<sup>70</sup> <https://www.estv.admin.ch/fr/histoire-de-afc>

<sup>71</sup> <https://www.iwp.swiss/uploads/media/Publikationen/wp-26610-IWP-Subventionsreport-2025.pdf>

<sup>72</sup> <https://www.iwp.swiss/publikationen/iwp-subventionsreport-wer-erhaelt-das-geld-aus-bundesbern>

<sup>73</sup> <https://www.20min.ch/story/benzinpreise-in-der-schweiz-svp-nationalrat-fordert-aussetzung-der-mineraloelsteuer-103635071>

Le quotidien alémanique 20 Minuten rapporte : « **De nombreux responsables politiques verts se réjouissent de ces prix élevés. C'est notamment le cas de la conseillère nationale verte Katharina Prelicz-Huber.** » J'espère vraiment que le moment est venu pour beaucoup de gens de se tourner vers les transports publics. Sinon, les prix devraient encore augmenter », espère Katharina Prelicz-Huber. Elle habite en ville de Zurich et dispose de transports en commun subventionnés par les pouvoirs publics à deux pas de chez elle. Le fait que certaines personnes vivent à la campagne, doivent faire la navette ou aient besoin de leur véhicule pour leur travail dépasse apparemment l'imagination des responsables politiques verts. En tant que conseillère nationale, elle bénéficie en outre d'un abonnement général de 1<sup>ère</sup> classe « gratuit », financé par les contribuables.

### **La politique contre l'économie et les entreprises**

La politique de la gauche rose-verte contre l'économie et les entreprises est animée par cette même énergie destructrice. Que « social » signifie « créer des emplois », les partis de gauche rose-verte n'en ont jamais entendu parler. Au contraire, ils mettent tout en œuvre pour entraver l'esprit d'entreprise, édicter encore plus de règles et de réglementations et alourdir la charge pesant sur les entreprises.

En témoignent les initiatives de gauche telles que l'initiative sur la responsabilité des entreprises ou celle sur la responsabilité environnementale, qui auraient entraîné « de nouvelles interdictions et prescriptions massives pour la population et l'économie », comme le souligne le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).<sup>74</sup> **Avec son « initiative pour l'avenir », les Jeunes socialistes, soutenus par leur parti mère, le PS, et par les Verts, visaient à instaurer un impôt sur les successions de 50% pour les patrimoines supérieurs à 50 millions de francs, ce qui aurait signifié la fin ou l'exil à l'étranger pour de nombreuses entreprises familiales.** Les impôts cantonaux sur les successions poussent eux aussi les entreprises à partir, comme le montre l'exemple de l'ancien conseiller aux États PLR Ruedi Noser, qui a déménagé de Zurich à Schwyz pour cette raison.<sup>75</sup>

Les socialistes et les Verts rejettent tout autant la concurrence fiscale, qui empêche que les impôts ne soient augmentés à volonté, que les baisses d'impôts, destinées à donner aux particuliers et aux entreprises un peu de répit pour respirer et vivre. Cela correspond bien au profil des parlementaires de gauche rose-verte : on trouve rarement parmi eux des entrepreneurs prospères qui paient des impôts.

---

<sup>74</sup> <https://www.uvek.admin.ch/fr/ire>

<sup>75</sup> <https://www.srf.ch/news/erbschaftssteuer-initiative-juso-initiative-familienunternehmen-wehren-sich>

Beaucoup ont fait leurs études aux frais de l'État et continuent par la suite à vivre, directement ou indirectement, aux frais de l'État. Ce sont des politiciens de carrière, des lobbyistes professionnels au sein d'ONG, des fonctionnaires de carrière.

## Conclusion

**Plus de gauche rose-verte, c'est plus d'impôts, plus de taxes, plus de réglementations, plus d'interdictions ; c'est moins de valeur ajoutée, moins de prospérité, moins d'innovation, moins d'emplois, moins d'argent à la fin du mois.**

En plus de tout cela, la gauche et les fossoyeurs de la Suisse veulent, par le biais du paquet de traités européens, soumettre la Suisse à Bruxelles, ce qui engendrerait encore plus de réglementation et encore moins de liberté d'action pour les citoyens et l'économie. Le modèle de réussite suisse, qu'ils combattent au niveau national par leur politique néfaste, serait définitivement anéanti par les chaînes de Bruxelles. **Les fossoyeurs de la Suisse auraient atteint leur rêve ultime : La Confédération nivelée par le bas, appauvrie, réduite à obéir aux ordres d'Ursula von der Leyen.**

## 10. Gaspillage d'argent à l'étranger

La gauche et les fossoyeurs sont de véritables champions dans l'art de gaspiller l'argent des contribuables suisses à l'étranger. Lorsque le Conseil fédéral a annoncé en juin 2026 son intention de recentrer la coopération internationale et de renforcer l'aide humanitaire tout en maintenant pratiquement inchangé le cadre financier à 2,4 milliards de francs par an,<sup>76</sup> les sociaux-démocrates ont néanmoins rapidement parlé d'une « coupe claire ».

Ils ont au contraire exigé que la Suisse distribue encore plus d'argent à l'étranger et porte la coopération au développement à 0.7 % du revenu national brut.<sup>77</sup> Ce montant s'élevait en 2025 à 881,47 millions de francs<sup>78</sup> ; **selon le PS, les contribuables suisses devraient donc dépenser près de 6 milliards de francs par an rien que pour la coopération internationale, soit environ 3.5 milliards de plus qu'aujourd'hui.**

---

<sup>76</sup> <https://www.admin.ch/fr/newnsb/2XR4cr60LmaOfMN7FI2n>

<sup>77</sup> <https://www.sp-ps.ch/fr/artikel/la-majorite-bourgeoise-du-conseil-federal-impose-des-coupes-sombres-dans-la-cooperation-au-developpement/>

<sup>78</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de.assetdetail.36761127.html>

## Plus de 6 milliards pour l'Ukraine

Les Verts réclament eux aussi une charge supplémentaire considérable pour le contribuable suisse au profit de l'étranger. La stratégie de coopération internationale 2025-2028 serait « tout à fait insuffisante sur le plan financier. »<sup>79</sup> Le budget consacré à la coopération au développement ainsi qu'à la reconstruction et à l'aide humanitaire en Ukraine doit notamment être « considérablement renforcé ». Or, un an et demi après le début de la guerre en Ukraine, la Suisse avait déjà versé plus de deux milliards de francs à ce pays et à sa population touchée, dont 1.68 milliard de francs rien que pour le « statut S » et l'aide sociale.<sup>80</sup> Le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis (PLR) avait également déjà annoncé qu'il allouerait 1.8 milliard de francs supplémentaires à l'Ukraine d'ici 2028. **Selon les informations du DFAE, la Confédération a soutenu l'Ukraine et les Ukrainiens à hauteur de 6.08 milliards de francs jusqu'à fin 2025.**<sup>81</sup> **Les Verts, dans leur démesure, exigent que ces versements de plusieurs milliards soient encore « considérablement augmentés ».**

## L'aide au développement plutôt que l'AVS

La politique climatique constitue un autre levier grâce auquel les Verts souhaitent injecter encore davantage de milliards de francs d'argent public à l'étranger. Sous le slogan de la « justice climatique mondiale », ils exigent que la Suisse contribue à hauteur de **« au moins un milliard de dollars par an au financement international de la lutte contre le changement climatique »**, au lieu des 450 à 600 millions de francs versés actuellement.<sup>82</sup> Là encore, si le camp de gauche et des Verts parvient à obtenir la majorité, le contribuable suisse risque donc de devoir supporter des coûts supplémentaires considérables.

L'UDC est et reste le seul parti qui s'engage résolument pour que l'argent des impôts, durement gagné par la population suisse, profite à celle-ci, plutôt que d'être gaspillé à l'étranger par milliards.<sup>83</sup> **Mais la gauche et une majorité de fossoyeurs au Parlement refusent de financer, par exemple, la 13<sup>e</sup> rente AVS par des économies dans le domaine de l'asile et de l'aide au développement,** montrant ainsi où se situent leurs priorités. Elles préfèrent alourdir encore davantage la charge qui pèse sur la population active et les entreprises, par le biais de retenues salariales plus élevées et d'une nouvelle augmentation de la TVA.

## Païement d'un tribut à Bruxelles

On retrouve le même schéma – de l'argent versé à l'étranger plutôt qu'à la population suisse – dans d'autres domaines politiques.

---

<sup>79</sup> <https://verts.ch/consultations/strategie-der-internationalen-zusammenarbeit-2025-2028>

<sup>80</sup> <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20233552>

<sup>81</sup> <https://www.eda.admin.ch/fr/soutien-de-la-confederation-aux-personnes-affectees-par-la-guerre-en-ukraine>

<sup>82</sup> [https://verts.ch/article\\_greenfo/justice-climatique-pour-une-suisse-plus-solidaire](https://verts.ch/article_greenfo/justice-climatique-pour-une-suisse-plus-solidaire)

<sup>83</sup> <https://www.udc.ch/actualites/publications/communiqués-de-presse/au-lieu-de-dilapider-des-milliards-a-letranger-il-faut-utiliser-cet-argent-pour-la-population-suisse/>

**L'alliance des fossoyeurs, composée du PS, des Verts, des Vert'libéraux, du Centre et du PLR, qui soutient le paquet de traités de l'UE, approuve ainsi également le versement régulier d'une « contribution compensatoire » à l'UE, c'est-à-dire une sorte de tribut à Bruxelles, qui devrait atteindre 350 millions de francs par an.<sup>84</sup> Les coûts directs, programmes européens compris, s'élèveraient même à au moins 1.4 milliard.** Dans le secteur de la santé, l'État fédéral souhaite allouer davantage de fonds à des organisations et institutions internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS)<sup>85</sup>, ce qui rencontre également un large soutien au sein de ce camp.

Le rapport sur les subventions de l'Institut de politique économique de l'Université de Lucerne recense au total 41 postes consacrés aux relations internationales, pour un **montant de 2.69 milliards de francs** (auxquels s'ajoutent treize autres postes non répertoriés, d'un montant inférieur à un million de francs chacun).<sup>86</sup> Or, le contrôle politique serait « souvent fragmenté et peu développé », tandis que l'utilisation des ressources et l'exécution des missions ne seraient « que peu orientées vers des critères d'efficacité ».<sup>87</sup>

## **Conclusion**

**Ceux qui votent pour la gauche et les fossoyeurs peuvent être sûrs que la Suisse versera à de nombreux États, organisations et projets à travers le monde des milliards de francs d'impôts, bien plus qu'aujourd'hui.** Au lieu de gaspiller des milliards à l'étranger, cet argent doit être mis au service de la population suisse.

Concrètement, les coûts supplémentaires annuels de 5 milliards de francs liés à la 13<sup>e</sup> rente AVS doivent être financés par des coupes budgétaires dans le domaine de l'asile, de l'aide au développement, de l'aide à l'Ukraine, de la culture et de l'administration fédérale pléthorique (6.5 milliards supplémentaires).

**Pourquoi, se demandent les Suisses à juste titre, devrions-nous renoncer à un peu plus de retraite alors que la Confédération déroule le tapis rouge à tant d'étrangers qui n'ont jamais versé un centime au système social suisse et leur offre une vie aux frais des contribuables ?**

---

<sup>84</sup> <https://www.europa.eda.admin.ch/fr/contribution-de-la-suisse-en-faveur-de-certains-etats-membres-de-l-ue>

<sup>85</sup> [https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2025/3117/de#lvi\\_6/lvi\\_6.3](https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2025/3117/de#lvi_6/lvi_6.3)

<sup>86</sup> <https://www.iwp.swiss/uploads/media/Publikationen/wp-26610-IWP-Subventionsreport-2025.pdf>, S. 120

<sup>87</sup> Ebd., S. 122

## 11. Des attributs masculins dans les bains publics pour femmes : la guerre culturelle de la gauche contre la tradition et la famille

Un incident survenu fin juin 2026 à la piscine en plein air de Marzili, à Berne, illustre les ravages causés par l'idéologie woke de la gauche rose-verte dans la sphère sociale. Un homme qui s'identifie comme une femme a pénétré dans l'espace de baignade naturiste réservé aux femmes et y a exhibé ses organes génitaux masculins ; un pénis dans la piscine réservée aux femmes. La police cantonale de Berne indique que cette personne s'est montrée récalcitrante et s'est activement opposée à l'intervention des forces de l'ordre. Une policière a même été blessée.<sup>88</sup>

Comment a réagi la ville de Berne, à la fois de gauche, gouvernée par la gauche rose-verte et les fossoyeurs ? La directrice des affaires sociales, Ursina Anderegg, n'a pas pris la défense des forces de l'ordre qui avaient été agressées et insultées, pas plus que celle des femmes qui ne voulaient pas d'un homme nu dans la piscine réservée aux femmes, mais bien celle de l'homme qui s'est fait passer pour une femme. « **Toutes les personnes qui s'identifient comme des femmes et vivent en tant que telles ont accès à l'espace naturiste facultatif** », a fait savoir la Direction des affaires sociales.<sup>89</sup>

### Une politique venue d'un univers parallèle

La ville de Berne et ses responsables politiques estiment donc que si les femmes voyaient suffisamment souvent un pénis d'un homme étranger dans la piscine réservée aux femmes, elles finiraient par s'habituer à cette vue. « La réalité dépasse toute satire », a commenté la NZZ, parlant d'une « politique issue d'un univers parallèle ».<sup>90</sup>

C'est bien le cas. Et cet univers parallèle pervers, qui a perdu tout lien avec la réalité et le bon sens, se propage à une vitesse fulgurante. **Les grandes villes suisses sont dirigées par la gauche rose-verte et adhèrent elles aussi à la frénésie du genre et à l'idéologie trans.**

Mais celle-ci ne règne pas uniquement dans les bastions de gauche comme Berne, Bâle ou Zurich. Les gauchistes mènent depuis longtemps – et avec un certain succès – une guerre culturelle contre la tradition et la famille. La « marche à travers les institutions », annoncée par les révolutionnaires de mai 68, a atteint son but. Les leviers centraux de la vie socioculturelle, des écoles et universités aux tribunaux, en passant par les administrations et les médias, sont entre les mains de la gauche et des fossoyeurs de la Suisse.

---

<sup>88</sup> <https://www.police.be.ch/de/start/themen/news/medienmitteilungen.html?newsID=647c7c7e-b070-476f-b5a0-a5e53a3f078a>

<sup>89</sup> <https://www.nau.ch/news/hintergrund/penis-puff-im-marzili-so-reagiert-berner-politik-67148650>

<sup>90</sup> <https://www.nzz.ch/meinung/sieht-eine-frau-im-frauenbad-oefter-einen-fremden-penis-gewoeht-sie-sich-schon-daran-findet-die-stadt-bern-die-realitaet-uebertrifft-jede-persiflage-ld.10013676>

## **Lavage de cerveau dans les crèches et les écoles**

Ils savent parfaitement qu'ils doivent commencer dès le plus jeune âge. Dès la crèche, à l'école maternelle et à l'école primaire, les enfants sont endoctrinés par des idéologues. Une affaire survenue à Bütschwil, dans le canton de Saint-Gall, a fait grand bruit. **Une lobbyiste du centre spécialisé dans le sida et les questions sexuelles de l'association Aids-Hilfe St-Gall-Appenzell, qui se définit elle-même comme homosexuelle, a animé un atelier d'éducation sexuelle dans une classe de primaire, au cours duquel les enfants âgés de 10 et 11 ans ont dû manipuler des préservatifs et disposer des cartes « représentant un couple hétérosexuel et un couple lesbien, de la première rencontre jusqu'au rapport sexuel ».** Le journal Die Weltwoche a qualifié cette initiative « d'initiation au porno pour les élèves du primaire ».<sup>91</sup> Les parents d'un enfant victime de ces faits ont porté plainte.

Pourtant, les procureurs et les juges couvrent cette pratique qui consiste à nier des faits biologiques et à soumettre les enfants à un lavage de cerveau. Pire encore : **l'appareil judiciaire s'en prend aux citoyens qui affirment qu'il existe des hommes et des femmes.** C'est ce qui est arrivé à un homme dans le canton de Berne, qui a dû aller en prison pour ça.<sup>92</sup>

## **La SRF met « maman » et « papa » sur liste noire**

L'idée saugrenue selon laquelle le sexe biologique n'aurait aucune importance et que chacun pourrait décider lui-même s'il est un homme ou une femme a également gagné la Radio et Télévision suisse (SRF), financée par la redevance. Les enfants sont déjà endoctrinés via ses chaînes, comme le montre l'émission « Qui suis-je ? » de la série « SRF Kids Reporter:in ».

« À la naissance, ce sont les caractéristiques physiques qui déterminent si un bébé sera enregistré comme fille ou comme garçon », explique la SRF à son jeune public.<sup>93</sup> « Beaucoup de personnes finissent par se sentir à l'aise avec ce genre. Certaines personnes se rendent toutefois compte avec le temps que cela ne leur correspond pas. » C'est ce qu'on appelle l'identité de genre. « Elle décrit ce que tu ressens au fond de toi, indépendamment de ce que les autres pensent de toi. » La réalité biologique n'a aucune importance. Et ensuite ? Je me sens comme une femme noire dotée d'un pénis ?

**La rééducation passe également par le langage. Il ne faudrait plus utiliser des termes tels que « garçons » et « filles », « maman » et « papa », « frère » ou « sœur », prône l'institution éducative nationale à l'intention de ses jeunes consommateurs.**

---

<sup>91</sup> <https://weltwoche.ch/story/anleitung-zum-porno-fuer-primarschueler/>

<sup>92</sup> <https://verts.ch/general/agenda-lgbtq>

<sup>93</sup> <https://www.srf.ch/kids/srf-kids-reporter-in-wer-bin-ich>

De plus, la SRF recommande aux enfants des liens vers des organisations de lobbying qui proposent parfois des contenus pornographiques, clairement inadaptés à leur âge.

### **Contrôle féministe queer**

Tout cela est tout à fait au goût de la coalition rose-verte. Le Parti socialiste suisse défend une position résolument « féministe queer » en termes de politique sociale et réclame « des moyens de contrôle et de sanction efficaces ».<sup>94</sup> Les Verts prônent eux aussi un « programme LGBTIQ+ » et la « sensibilisation à la diversité des genres et des orientations sexuelles et amoureuses » dans les programmes scolaires, « en impliquant des personnes issues de la communauté LGBTIQ+ ».<sup>95</sup>

Comme le montrent les exemples cités, c'est déjà le cas depuis longtemps dans de nombreux endroits. Les Verts s'opposent expressément à la « répartition figée en deux sexes ». Ils réclament la « reconnaissance de l'existence des personnes non binaires par l'ajout d'une troisième mention de sexe », la légalisation de la gestation pour autrui, interdite en Suisse, ainsi que l'extension de la parentalité à « plus de deux personnes ».

Le camp de gauche fait preuve de moins de compassion envers la vie à naître : tant les Verts que les socialistes sont favorables à une « dépénalisation » de l'interruption de grossesse. **« L'avortement est une question de santé et d'autodétermination, mais certainement pas un délit », déclare la conseillère nationale verte Sibel Arslan.**<sup>96</sup> **Elle ne se demande pas dans quelle mesure l'avortement est bon pour la santé d'un enfant à naître.**

### **Conclusion**

**La politique sociale « féministe queer » vise à détruire la tradition, la famille et l'ordre naturel des sexes. Les idéologues de gauche, lassés de leur patrie, remportent un franc succès avec cette politique.** Ils ont réussi à s'introduire dans les crèches et les salles de classe et à s'assurer le soutien des médias.

Par conséquent, **de plus en plus d'enfants et d'adolescents sont déstabilisés. Le changement fringant d'identité de genre, officiellement autorisé, est devenu une tendance, même chez les mineurs.**<sup>97</sup>

---

<sup>94</sup> <https://www.sp-ps.ch/fr/nos-positions/dossiers-a-z/feminisme-et-egalite/> et <https://www.sp-ps.ch/fr/parti/ps-queer/>

<sup>95</sup> <https://verts.ch/general/agenda-lgbtq>

<sup>96</sup> <https://verts.ch/communiqués/surveillance-du-marche-des-matières-premières>

<sup>97</sup> <https://weltwoche.ch/daily/amtlich-bewilligt-geschlecht-aendern-boom-im-kanton-bern-sogar-bei-minderjaehrigen/>

Or, une étude scientifique approfondie menée en Finlande montre que cela entraîne très souvent de graves troubles psychiques.<sup>98</sup> Les changements de sexe rendraient donc malheureux et malades.<sup>99</sup>

**Cette dérive ne pourra être corrigée, et la famille, cellule fondamentale d'une société saine, ne pourra être à nouveau protégée et renforcée, que si nous parvenons à soustraire nos enfants à l'emprise des idéologues et à enrayer la progression de la coalition de la gauche rose-verte.**

## 12. Dégradation de l'enseignement dans les écoles

La dernière étude PISA montre que **les compétences des élèves suisses sont en chute libre, notamment dans les matières fondamentales que sont l'allemand / le français et les mathématiques. Près de trois jeunes de 15 ans sur dix ne savent pratiquement plus lire correctement**, ne comprenant pas des textes simples.<sup>100</sup> La proportion d'élèves présentant de telles difficultés de lecture est passée de 24.7 % à 28.8 % en l'espace de trois ans. Il y a dix ans, elle s'élevait encore à 19.9%.

Les formateurs et les entreprises ressentent également cette baisse de niveau. Une enquête publiée parallèlement par l'association faîtière Economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers et l'Union patronale suisse, menée auprès de 2'900 responsables de formation, arrive à la conclusion suivante : les compétences de base sont en « chute libre ».<sup>101</sup>

Cela a des répercussions sur la volonté des entreprises de former des apprentis – et donc sur les perspectives d'avenir des jeunes. Une entreprise sur cinq déclare qu'elle embauchera moins d'apprentis à l'avenir en raison du manque de compétences et de la charge de travail supplémentaire qui en découle. Si cette tendance ne s'inverse pas, le système de formation professionnelle risque de s'affaiblir, ce qui aurait également des conséquences sur la compétitivité de la Suisse.

L'enquête ne dit rien sur les causes de cette évolution. **L'éléphant qui ronfle dans la pièce est ici – comme dans le débat sur le PISA – la forte proportion d'étrangers dans les écoles. En lecture, cela apparaît de manière flagrante : 45.9 % des enfants issus de foyers où l'on ne parle que des langues étrangères ne savent pas lire correctement.** Et ce, non pas au début, mais à la fin de la scolarité obligatoire !

---

<sup>98</sup> Psychiatric Morbidity Among Adolescents and Young Adults Who Contacted Specialised Gender Identity Services in Finland in 1996–2019: A Register Study (2026).

<sup>99</sup> <https://www.schutzinitiative.ch/finnische-studie-belegt-geschlechtsaenderungen-machen-ungluecklich/>

<sup>100</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/pisa-bilanz-der-schweiz-stark-aber-nicht-stark-genug-ld.10022816>

<sup>101</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/pisa-bilanz-der-schweiz-stark-aber-nicht-stark-genug-ld.10022816>

Il est évident que l'immigration de masse non contrôlée est l'une des principales causes de cette dégradation du niveau scolaire. **Dans certaines classes, 80 à 100 % des élèves sont issus de l'immigration.**

À cela s'ajoutent des réformes malavisées. L'école inclusive, dans laquelle les élèves présentant des difficultés d'apprentissage ou des troubles du comportement sont scolarisés dans des classes ordinaires, était autrefois le chouchou des pédagogues et des responsables politiques de l'éducation. Aujourd'hui, ce modèle se heurte à une large opposition de la part des enseignants, car il aggrave encore les problèmes déjà existants.

L'apprentissage précoce des langues étrangères au primaire n'a pas non plus fait ses preuves. Comment des élèves qui ont déjà des difficultés avec le français pourraient-ils apprendre en même temps l'allemand et l'anglais ?

Ces réformes éducatives imposées d'en haut, déconnectées de la réalité, contribuent à leur tour à la baisse du niveau dans les écoles.

## **Conclusion**

**Pour éviter que la situation ne continue de se détériorer, il faut mettre l'accent sur le renforcement des compétences de base, abandonner les réformes contre-productives et enfin gérer et limiter l'immigration de manière à privilégier la qualité plutôt que la quantité.**

## **13. L'islamisation gagne du terrain**

**La Suisse subit une islamisation insidieuse et la majorité des électeurs s'y oppose.** L'initiative populaire contre la construction de minarets a été acceptée par le peuple en novembre 2009 avec 57.5% de voix favorables, tandis que l'initiative « Oui à l'interdiction du voile intégral » a été adoptée en mars 2021 avec 51.2 % des voix. Le Grand Conseil zurichois a adopté une interdiction du voile dans les écoles, tandis que le Grand Conseil argovien a voté en septembre 2026 en faveur d'une interdiction du voile pour les fonctionnaires.

**« Le voile est bien plus qu'un "simple morceau de tissu" », écrit Seyran Ates, avocate d'origine turque installée à Berlin.**<sup>102</sup> Il est un symbole de l'islam politique, qui cherche délibérément à infiltrer notre société.

---

<sup>102</sup> <https://egerkingerkomitee.ch/wp-content/uploads/Seyran-Ates-Schweizerzeit-Kopftuch-Debatte-2.10.2026.pdf>

Sa biographie illustre à merveille la nature des forces obscures auxquelles nous sommes confrontés ici : **En raison de son engagement en faveur d'un islam éclairé, Seyran Ates reçoit des menaces de mort, a besoin d'une protection rapprochée permanente et doit mener une « vie en état d'urgence ».**<sup>103</sup>

En février 2026, dans une réponse à une intervention du conseiller national de l'UDC Thomas Knutti, le Conseil fédéral a estimé à 5'000 le nombre de jeunes filles mineures en Suisse qui portent (ou sont obligées de porter) un voile.<sup>104</sup> **Dans une phrase subordonnée, le Conseil fédéral a dissimulé l'information selon laquelle la proportion de musulmans en Suisse s'élève déjà à environ 12% parmi les habitants âgés de moins de 15 ans.** C'est plus du double de la proportion observée dans l'ensemble de la population. L'avenir sera donc encore bien plus musulman, avec les conséquences que l'on connaît : **refus de serrer la main, interdiction des chants de Noël, agressions contre des enseignantes, jeunes filles portant le voile, violences à l'arme blanche, mépris de la démocratie, etc. Voulons-nous une criminalité clanique comme à Berlin ? Une situation comme dans les banlieues françaises ou dans les quartiers musulmans de Londres ?**

Pourtant, la gauche et ceux qui en ont assez de la Suisse ne font que renforcer la menace que représente l'islam politique, au lieu de la combattre. **Cédric Wermuth, conseiller national socialiste et actuel coprésident, affirmait déjà en 2016 que « l'islam fait partie de la Suisse ».**<sup>105</sup> Ce faisant, il a rapidement inversé la réalité et affirmé que ce n'était pas l'islam, mais l'UDC qui menaçait la Suisse, sa démocratie et son État de droit.<sup>106</sup>

## **Conclusion**

**La gauche rose-verte et les fossoyeurs soutiennent, en actes et en paroles, l'islamisation de la Suisse. Dans leur haine aveugle envers leur propre tradition occidentale et chrétienne, ils sont impatients de la voir complètement marginalisée.**

---

<sup>103</sup> <https://www.nzz.ch/feuilleton/seyran-ate-will-den-islam-von-innen-veraendern-der-preis-dafuer-sind-morddrohungen-und-ein-leben-im-ausnahmestand-ld.10007730>

<sup>104</sup> <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20254592>

<sup>105</sup> <https://www.watson.ch/schweiz/islam/103197572-sp-nationalrat-cedric-wermuth-der-islam-ist-teil-der-schweiz>

<sup>106</sup> <https://www.watson.ch/schweiz/islam/103197572-sp-nationalrat-cedric-wermuth-der-islam-ist-teil-der-schweiz>

## 14. Le pillage de notre portefeuille par la gauche rose-verte

C'est un fil conducteur qui traverse tous les thèmes et tous les chapitres : la politique de gauche, détournée de ses racines, a toujours pour objectif de gonfler l'activité de l'État et de soutirer de l'argent aux citoyens, aux contribuables, aux consommateurs et aux entreprises. **La politique de gauche, détournée de ses racines, consiste à dépenser sans compter ce que d'autres gagnent.**

Sous l'influence de la politique dominante du Parlement fédéral, marquée par un désintérêt pour le pays, les dépenses publiques explosent. Le budget fédéral atteindra bientôt les 100 milliards de francs. L'administration ne cesse de s'étendre. De 2008 à 2023, les dépenses de personnel de l'administration ont augmenté de 14,6 milliards de francs, ce qui correspond à une croissance annuelle de 2.0%.<sup>107</sup> Au niveau fédéral, ce chiffre atteint même 2.2 %. **En 2023, chaque Suisse a versé 6'732 francs pour le personnel des administrations publiques.** Or, les fonctionnaires, dont le nombre ne cesse d'augmenter, gagnent nettement plus que ce qu'ils gagneraient à un poste comparable dans le secteur privé : au niveau fédéral, cette prime salariale s'élève à 11.7 %.<sup>108</sup>

**Le salaire médian d'un fonctionnaire fédéral s'élève à 127'174 francs.<sup>109</sup> De plus, les fonctionnaires fédéraux bénéficient de nombreux avantages supplémentaires et d'un emploi pratiquement inamovible – le tout aux frais des contribuables.**

### Lutte des classes contre les contribuables

**Pourtant, la gauche et les fossoyeurs en veulent bien plus encore : pour eux, l'État ne peut jamais percevoir et redistribuer assez d'argent public.** Si leurs vœux pieux en matière de politique se concrétisaient, plus rien ne pourrait freiner la hausse des coûts. La gauche souhaite affaiblir le frein à l'endettement et, à long terme, le supprimer complètement. Le PS y voit de la « pseudo-économie », de la « pseudo-morale » et même une « atteinte à la démocratie ».<sup>110</sup>

Dans leur prise de position sur la politique budgétaire (« Mettre fin à la lutte des classes venue d'en haut, lever les freins à l'avenir ») d'octobre 2024, les socialistes dénoncent les « orgies de baisses d'impôts » et une prétendue « sous-imposition des entreprises et du capital ».<sup>111</sup> On voit donc clairement de quoi il retourne.

---

<sup>107</sup> <https://www.iwp.swiss/forschung/projekte/beschäftigung-im-öffentlichen-sektor>

<sup>108</sup> Ebd. (IWP)

<sup>109</sup> <https://www.blick.ch/community/bund-veroeffentlicht-neue-lohnzahlen-leser-sind-empoert/edmhjw3>

<sup>110</sup> <https://www.sp-ps.ch/wp-content/uploads/2024/10/Eine-Finanzpolitik-fuer-Kaufkraft-soziale-Gerechtigkeit-und-Zukunft-2024.pdf>, S. 8

<sup>111</sup> Ebd., 14

En effet, le PS réclame une hausse des impôts pour les entreprises, les particuliers fortunés et le capital. La progressivité de l'impôt fédéral doit être renforcée tant pour les personnes morales que pour les personnes physiques.

### **Plus d'impôts, moins de déductions**

Le Parti socialiste entend alourdir encore la charge pesant sur les entreprises et les particuliers par le biais de nouvelles mesures se chiffrant en milliards : augmenter la taxe sur les émissions liée aux opérations boursières, réintroduire l'impôt fédéral sur le capital, réduire la déductibilité fiscale du pilier 3a, réduire la déduction des primes d'assurance et réduire la déduction pour les frais de déplacement domicile-travail dans le cadre de l'impôt fédéral direct.

**À partir d'un certain revenu, la déductibilité devrait « tomber à zéro ». Il y aurait toutefois une exception à ce programme d'extorsion de milliards aux dépens des contribuables : il faudrait « généralement renoncer » aux mesures « qui touchent en particulier et de manière disproportionnée les femmes et les personnes de non-binaires ».**<sup>112</sup>

Pour tous les autres gens normaux, cette politique de gauche signifie encore plus d'impôts, encore moins d'épargne, encore moins de prévoyance privée, encore plus d'ingérence de l'État dans mon patrimoine.

### **Un fond climat à 9 milliards de francs**

«L'Agenda 2023-2027 » des Verts n'est pas moins coûteux.<sup>113</sup> « Avec le Fonds pour le climat, nous mettons en place un Green New Deal pour la Suisse, grâce auquel la Confédération investira chaque année entre 0.5 et 1% du PIB dans la transition écologique et le renforcement de la biodiversité », peut-on y lire. **À elle seule, cette exigence coûterait jusqu'à près de 9 milliards de francs par an** (en 2025, le PIB s'élevait à 881.47 milliards<sup>114</sup>). Les Verts réclament en outre une nouvelle prestation sociale baptisée « revenu pour la transition écologique », une augmentation des barèmes de l'aide sociale, des prestations complémentaires pour les familles, la mise en place d'une assurance indemnités journalières maladie obligatoire, un salaire minimum légal à l'échelle nationale d'au moins 25 francs de l'heure, etc.

---

<sup>112</sup> Ebd., 15

<sup>113</sup> <https://verts.ch/agenda-2023#k3>

<sup>114</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/economie-nationale/comptes-nationaux/produit-interieur-brut.html>

Ce pillage de notre porte-monnaie comprend également :

- une taxe sur les billets d'avion ;
- l'instauration d'une taxe sur le kérosène ;
- une taxation des voitures en fonction des émissions et du poids ;
- une augmentation de la taxe sur le CO<sub>2</sub> applicable aux carburants<sup>115</sup> ;
- une augmentation de la redevance de réseau liée à la consommation d'électricité.<sup>116</sup>

**Et lorsque le renchérissement ne leur suffit pas, les Verts veulent aller jusqu'à l'interdiction. Après la canicule de l'été 2026, ils ont réclamé « l'interdiction immédiate des nouvelles voitures à essence et des systèmes de chauffage au mazout ».**<sup>117</sup>

### Tableau récapitulatif des attaques contre notre portefeuille

| Domaine / Exigence                                             | Estimation                              | Période / Classification | Principes de base / Remarques                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fonds pour le climat : 0.5 à 1% du PIB par an                  | 4.41 à 8.81 milliards de francs         | Par an                   | Extrapolation sur la base d'un PIB de 881.47 milliards de francs en 2025.                                                                                                                                                                         |
| Porter l'aide au développement à 0.7 % du revenu national brut | environ 3.5 milliards de francs de plus | Par an                   | Objectif de près de 6 milliards de francs, contre 2.4 milliards de francs pour la coopération internationale actuelle                                                                                                                             |
| 13e rente AVS                                                  | Environ 5 milliards de francs           | Par an                   | Le peuple a donné son accord. L'UDC réclame que le financement soit assuré par des économies dans les domaines de l'asile, de l'aide au développement et des fonctionnaires fédéraux et non par une hausse de la TVA ou des retenues sur salaire. |
| Versement régulier d'une contribution                          | 0.35 milliard de francs                 | Par an                   | Montant annuel futur                                                                                                                                                                                                                              |

<sup>115</sup> Ebd., 13 (Klimaplan). <https://www.srf.ch/news/schweiz/geplante-co2-abgabe-gruene-wollen-benzin-um-50-rappen-verteuern>

<sup>116</sup> Klimaplan, 29

<sup>117</sup> <https://www.telezueri.ch/zuerinews/gruene-fordern-sofortverbot-von-neuen-benzinern-und-oelheizungen-165252569>

|                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                            |                                |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>compensatoire à l'UE</b>                                                                                                        |                                                                                                                                                                                            |                                |                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Total des coûts directs, y compris les programmes versés à l'UE</b>                                                             | <b>1.4 milliards de francs</b>                                                                                                                                                             | Par an                         |                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Porter le financement international de la lutte contre le changement climatique à au moins 1 milliard de dollars américains</b> | <b>environ 0.3 à 0.5 milliard de francs de plus</b>                                                                                                                                        | Par an                         | Contribution d'aujourd'hui : 450 à 600 millions de dollars US. Le montant cible est exprimé en dollars américains. Le montant supplémentaire exact dépend du taux de change et de la délimitation.                                                   |
|                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                            |                                |                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>TVA : +0.4 point de pourcentage pour la 13<sup>e</sup> rente AVS et +0.5 point de pourcentage pour l'armée</b>                  | <b>environ 3.4 milliards de francs de charge supplémentaire</b>                                                                                                                            | Par an                         | Extrapolation linéaire à partir des 28.8 milliards de francs de recettes actuelles de TVA et de la hausse du taux normal de 8.1 % à 9.0 %. Estimation approximative ; les taux mixtes et les changements de comportement ne sont pas pris en compte. |
| <b>Ukraine : « renforcer massivement » la reconstruction et l'aide humanitaire</b>                                                 | <b>Montant non précisé ; 6.08 milliards de francs d'aide accordée à ce jour jusqu'à fin 2025. « Une augmentation considérable » peut facilement signifier plusieurs milliards de plus.</b> | en plus ; durée indéterminée   |                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Accueillir davantage de réfugiés fuyant la guerre et les crises ; augmenter les quotas de</b>                                   | <b>chiffre non précisé ; si le nombre de demandeurs d'asile et les coûts doublient, cela représenterait 3.5 milliards de plus rien</b>                                                     | coûts supplémentaires courants | Ne sont pas pris en compte les coûts cantonaux et communaux liés à l'asile, ni les frais de justice.                                                                                                                                                 |

|                                                                                                                        |                                                                                                              |                                                       |                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| réinstallation ;<br>faciliter l'accès à la<br>procédure d'asile                                                        | qu'au niveau fédéral.<br>18.4 millions de francs<br>par an pour 1'000<br>réfugiés                            |                                                       | Forfait fédéral de 1<br>503 francs par mois ×<br>12 × 1'000 = 18.036<br>millions de francs. À<br>cela s'ajoutent les frais<br>de procédure,<br>d'intégration et les<br>frais cantonaux[. |
| Légaliser<br>l'immigration<br>clandestine et<br>mettre en place des<br>voies d'immigration<br>légalisées et sûres      | non chiffré                                                                                                  | coûts<br>supplémentaires<br>courants                  |                                                                                                                                                                                          |
| Faciliter les<br>naturalisations ;<br>droit de vote et<br>d'éligibilité pour les<br>étrangers après<br>cinq ans        | non chiffré                                                                                                  | frais<br>administratifs<br>ponctuels et<br>récurrents | Politische und<br>administrative<br>Wirkung                                                                                                                                              |
| Assurance générale<br>de l'emploi                                                                                      | non chiffré                                                                                                  | Par an                                                |                                                                                                                                                                                          |
| Législation<br>nationale en<br>matière d'aide<br>sociale ; porter<br>l'aide sociale à 60%<br>du salaire médian         | Le salaire médian est<br>d'environ 7'000<br>francs. 60% de ce<br>montant<br>correspondent à 4'200<br>francs. | Par an                                                |                                                                                                                                                                                          |
| Caisse d'assurance<br>maladie unique et<br>publique avec des<br>cotisations<br>calculées en<br>fonction des<br>revenus | non chiffré                                                                                                  | Coûts de<br>transition et frais<br>courants           |                                                                                                                                                                                          |
| Développement des<br>services de santé<br>publique                                                                     |                                                                                                              | Par an                                                | Aucune ampleur<br>concrète des travaux<br>n'a été mentionnée.                                                                                                                            |
| Des salaires plus<br>élevés et de<br>meilleures<br>conditions de<br>travail dans le<br>secteur des soins               | non chiffré                                                                                                  | Par an                                                | Les postes concernés,<br>l'augmentation<br>salariale et la<br>répartition des coûts<br>ne sont pas précisés.                                                                             |
| La garde d'enfants<br>complémentaire à<br>celle assurée par la                                                         | 2.3 milliards de francs<br>par an à la charge de<br>la Confédération                                         | Par an                                                | Référence officielle du<br>modèle d'initiative sur<br>les crèches pour la                                                                                                                |

|                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| famille, en tant que service public et élément des services de base                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                              | première année, avec un financement fédéral couvrant les deux tiers des coûts. Une augmentation de la demande ou une amélioration de la qualité pourrait entraîner des coûts supplémentaires. Source : Conseil fédéral/OFAS, message relatif à l'initiative sur les crèches, ch. 4.2.4, p. 35-36. |
| Réduction du temps de travail à 35 heures par semaine                                                                               | non chiffré                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | impact économique actuel et charge pesant sur les employeurs | En fonction de la péréquation salariale, de la productivité, de l'emploi et du champ d'application                                                                                                                                                                                                |
| Verser les prestations sociales de manière proactive et intégrer dans le système jusqu'à 30% des personnes qui n'en bénéficient pas | non chiffré ; en 2024, 256'000 personnes ont bénéficié au moins une fois de l'aide sociale. <sup>118</sup> Une augmentation de 30% du nombre de bénéficiaires représenterait 76'800 personnes supplémentaires. En moyenne, l'aide sociale purement économique s'élève à environ 10'000 francs par personne. La charge supplémentaire s'élèverait donc à 0.768 milliard. En 2024, 9.1 milliards ont été versés au titre des prestations sociales sous condition de | Par an                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

<sup>118</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home.gnpdetail.2025-0262.html>

|                                                                                                                           |                                                                                                                                                                          |                                       |                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                           | ressources. <sup>119</sup> 30% de ce montant représenteraient environ 3 milliards supplémentaires. Au total, cette demande coûterait donc environ 3.7 milliards de plus. |                                       |                                                                                                                                                                                              |
| Développement massif des structures d'accueil extra-familiales et des offres éducatives                                   | non chiffré                                                                                                                                                              | Par an                                | Recoupement partiel avec « La garde d'enfants en tant que service public »                                                                                                                   |
| Prestations complémentaires pour les familles                                                                             | non chiffré                                                                                                                                                              | Par an                                |                                                                                                                                                                                              |
| Des salaires minimums plus élevés ou applicables à tous les secteurs ; au moins 25 francs de l'heure dans toute la Suisse | non chiffré                                                                                                                                                              | charge permanente pour les employeurs | L'impact économique dépend de la structure salariale, de l'emploi et des dérogations.                                                                                                        |
| Un plafonnement des loyers et davantage de logements sociaux                                                              | non chiffré                                                                                                                                                              | en continu                            | Le plafonnement des loyers relève avant tout de la réglementation ; les coûts liés à la construction de logements dépendent du parc immobilier visé, du prix des terrains et du financement. |
| Allègements supplémentaires des primes                                                                                    | non chiffré                                                                                                                                                              | Par an                                |                                                                                                                                                                                              |
| Nouvelle prestation sociale « Revenu pour la transition écologique »                                                      | non chiffré                                                                                                                                                              | Par an                                |                                                                                                                                                                                              |

<sup>119</sup> <https://skos.ch/themen/sozialhilfe/news/artikel/armutsbekaempfende-sozialleistungen-anstieg-der-ausgaben>

|                                                                                                                                                                                   |                    |                                            |                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Augmentation des barèmes de l'aide sociale</b>                                                                                                                                 | <b>non chiffré</b> | Par an                                     | Cela peut recouper la revendication de 60% du salaire médian                                                                         |
| <b>Assurance obligatoire d'indemnités journalières en cas de maladie</b>                                                                                                          | <b>non chiffré</b> | Par an                                     | Le coût dépend du modèle de cotisation, de la part à la charge de l'employeur, du délai de carence et de l'étendue de la couverture. |
| <b>Augmentation des impôts sur les sociétés, sur le capital et sur le revenu ; progression fiscale plus marquée</b>                                                               | <b>non chiffré</b> | charge fiscale supplémentaire              |                                                                                                                                      |
| <b>Augmenter la taxe sur les émissions liée aux opérations boursières</b>                                                                                                         | <b>non chiffré</b> | charge fiscale supplémentaire              |                                                                                                                                      |
| <b>Réintroduire l'impôt fédéral sur le capital</b>                                                                                                                                | <b>non chiffré</b> | charge fiscale supplémentaire              |                                                                                                                                      |
| <b>Réduire les déductions pour le pilier 3a, les primes d'assurance et les frais de déplacement domicile-travail, voire les supprimer à partir d'un certain niveau de revenus</b> | <b>non chiffré</b> | charge fiscale supplémentaire              |                                                                                                                                      |
| <b>Impôt sur les successions de 50% pour les successions d'une valeur supérieure à 50 millions de francs suisses.</b>                                                             | <b>non chiffré</b> | Charge fiscale supplémentaire              | Rejeté par le peuple                                                                                                                 |
| <b>Taxe sur les billets d'avion et taxe sur le kérosène</b>                                                                                                                       | <b>non chiffré</b> | charge fiscale et douanière supplémentaire |                                                                                                                                      |
| <b>Taxation des véhicules en fonction de leurs</b>                                                                                                                                | <b>non chiffré</b> | charge supplémentaire par an               |                                                                                                                                      |

|                                                                                                       |                                                |                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>émissions et de leur poids ; augmenter la taxe sur le CO<sub>2</sub> applicable aux carburants</b> |                                                |                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Augmenter la majoration de réseau</b>                                                              | <b>non chiffré</b>                             | charge supplémentaire par an                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Interdiction immédiate des nouveaux moteurs à essence et des systèmes de chauffage au fioul</b>    | <b>non chiffré</b>                             | Coûts d'investissement et de conversion             | Ces coûts toucheraient principalement les particuliers et les entreprises.                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Assouplir ou supprimer le frein à l'endettement</b>                                                | <b>non chiffré</b>                             | risque budgétaire et de taux d'intérêt à long terme | Permet un endettement supplémentaire, mais n'en détermine pas le montant.                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Charge supplémentaire annuelle chiffrable – noyau restreint</b>                                    | <b>environ 18.3 à 22.9 milliards de francs</b> | Par an                                              | Fonds pour le climat, coopération au développement supplémentaire, 13 <sup>e</sup> rente l'AVS, versement compensatoire de l'UE et surcoûts approximatifs liés au financement international de la lutte contre le changement climatique. Pas de TVA ni de créances non chiffrées. |
| <b>Charge supplémentaire chiffrable, y compris les deux hausses de la TVA</b>                         | <b>environ 22.5 à 27.1 milliards de francs</b> | Par an                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

Ce tableau incomplet, qui comporte de nombreuses revendications impossibles à chiffrer et donc non prises en compte, donne une idée approximative de l'ampleur de la charge supplémentaire imposée par la politique de la gauche rose-verte et les fossoyeurs de la Suisse et repose exclusivement sur les revendications de ces derniers, citées dans ce livre noir ; en réalité, la charge qui pèse sur notre porte-monnaie serait bien plus lourde encore.

**Si l'on part du principe d'une charge supplémentaire de 20 milliards de francs, cela coûterait à chaque habitant de la Suisse, y compris les bébés et les enfants, environ 2'200 francs de plus par an. Une famille de quatre personnes devrait alors payer en moyenne 8'800 francs de plus.** Bien sûr, dans la pratique, cela ne touche que ceux qui travaillent et paient des impôts.

**Mais cette charge supplémentaire pourrait facilement atteindre le double, voire le triple de ce montant, sans pour autant satisfaire tous les souhaits de la gauche et des fossoyeurs de la Suisse.**

### **Conclusion**

**Si la gauche rose-verte parvient à imposer ses exigences insatiables à la collectivité, les coûts grimperont en flèche, risquant d'entraîner une hausse massive des impôts et des taxes pour les particuliers et les entreprises.** La dette augmenterait également de manière significative. **Non seulement tout deviendrait beaucoup plus cher ici et maintenant, mais les générations futures en subiraient également les conséquences ;** au final, c'est tout le contraire de cette « justice » que la gauche aime tant brandir comme étendard.

## **15. Conclusion : Mettez un terme à la destruction de la Suisse, votez UDC !**

**Ce « livre noir » montre en détail, dans des domaines politiques clés, comment la gauche et les fossoyeurs détruisent la Suisse. Ils veulent nous soumettre à l'UE et anéantir notre liberté, nos valeurs et notre prospérité fondée sur la liberté.** Nous ne devons pas laisser cela se produire !

L'UDC s'oppose de toutes ses forces à ce plan diabolique et destructeur, afin que notre Suisse reste forte, libre et souveraine et pour que les générations futures puissent elles aussi vivre dans la paix, la liberté et la sécurité.

**Nous assurons l'avenir de la Suisse, avec 10 revendications claires pour l'année électorale 2027 :**

- 1. Le droit suisse au lieu du droit européen !** NON au paquet de traités de l'UE. NON à la reprise « dynamique » du droit communautaire et de la bureaucratie européenne. NON à la soumission à la Cour de justice européenne.
- 2. Pas d'adhésion insidieuse à l'UE !** La Suisse doit rester indépendante, souveraine et ouverte au dialogue avec toutes les

parties. La démocratie directe et le fédéralisme constituent nos fondements.

- 3. Limitons l'immigration !** Mettons un terme à l'immigration de masse. Soulageons la pression sur les infrastructures, le logement, le marché du travail et les services sociaux. Finissons-en avec l'urbanisation effrénée de nos beaux paysages.
- 4. STOP au chaos de l'asile !** Seuls les véritables réfugiés doivent être accueillis. Luttons contre les abus, appliquons rigoureusement les mesures d'éloignement. Sécurisons les frontières. Instaurons des quotas d'asile.
- 5. La sécurité d'abord !** Luttons efficacement contre la criminalité. Faisons respecter l'ordre et la loi, pour une Suisse sûre !
- 6. Préservons la neutralité et renforçons la défense nationale !** N'adhérons pas à des alliances militaires. Restons autonomes et indépendants. Notre armée doit retrouver toute sa puissance défensive et être capable de s'assurer elle-même la défense du pays et de sa population.
- 7. Une énergie abordable plutôt que des chimères !** La sécurité d'approvisionnement et une énergie abordable pour les particuliers et les entreprises priment sur des expériences coûteuses. La transition énergétique est un échec.
- 8. Assurons la pérennité de notre tissu social !** Offrons des prestations ciblées pour les personnes dans le besoin. Mettons fin aux abus et garantissons la viabilité financière à long terme. NON à l'augmentation de la TVA. Des économies de plusieurs milliards peuvent être réalisées dans les domaines de l'asile, de l'aide au développement et de l'administration.
- 9. Allégeons la charge pesant sur la population et l'économie !** Moins d'impôts, de taxes, de réglementations et d'interdictions pour plus de liberté, de prospérité et d'emplois.
- 10. Utilisons les deniers publics de façon responsable !** Finis les gaspillages. Les fonds fédéraux doivent être utilisés de manière ciblée au profit de notre population. Limitons les dépenses à l'étranger et celles destinées à l'UE.

C'est pourquoi, tant pour les élections fédérales du 24 octobre 2027 que pour les prochaines élections cantonales, le mot d'ordre est le suivant :

**Pour mettre un terme aux agissements destructeurs de la gauche et des fossoyeurs de la Suisse, votez UDC !**